

Révolution tunisienne

« Le peuple veut dissoudre ce gouvernement »



Tunisie. Manifestation le 24 janvier 2011 dans la ville de Regueb, délégation de Sidi Bouzid. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/AKREMI MESBAH)

Entretien avec Nizar Amami, syndicaliste PTT et porte-parole de la Ligue de la gauche ouvrière.

Pourquoi peut-on parler de révolution en Tunisie?

C'est une révolution dans tout le sens du terme, mais selon un nouveau schéma. Tant dans la manière dont ce mouvement s'est construit, que dans le souffle qu'il a trouvé pour continuer. Ce qui se passe en Tunisie est la première révolution du XXI^e siècle. Avec comme objectif, une nouvelle société et une Constituante capable de fonder une vraie démocratie répondant aux problèmes sociaux et économiques.

Cette dynamique continuera jusqu'à ce que les revendications populaires et démocratiques soient atteintes. Ce n'est pas une révolution classique, tant par les moyens techniques utilisés pour contourner le blocus mis en place par la dictature (Facebook, les SMS, les téléphones mobiles...), que dans les demandes et revendications qui sont passées du droit au travail et à une vie digne, à la volonté d'être libre et au cœur de la démocratie. Cette révolution a également utilisé des formes plus classiques

comme la grève générale dans les régions, des manifestations et des cercles de discussions partout. Mais elle a aussi bénéficié, jusqu'à présent, de la non-participation de l'armée aux massacres, ce qui a permis à cette vague populaire de s'exprimer.

C'est une révolution permanente tant dans ses modes d'action que dans ses revendications. Au départ, les actions étaient organisées pendant la journée, mais ensuite, face à la police politique qui agissait la nuit, elles sont devenues nocturnes. Il était ainsi possible de contrer la police et d'avoir un avantage tactique quant à la reconnaissance du terrain et des quartiers.

Après la chute du dictateur et face aux exactions des bandes armées lancées par l'ancien régime, des comités d'autodéfense se sont mis en place.

Aujourd'hui, face à la vacance du pouvoir local, ces comités ont pris le contrôle des anciens locaux du RCD pour gérer les affaires de certaines villes et gouvernorats (préfectures). Ils

montrent ainsi la voie et tracent les contours des nouvelles étapes du processus révolutionnaire.

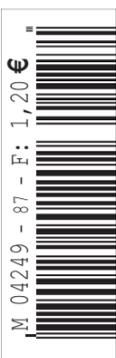
Ces comités sous toutes leurs formes et modalités d'action défendent les acquis de cette révolution. Ils ne sont pas prêts à s'arrêter avant d'avoir obtenu la satisfaction de toutes leurs revendications, comme le montre le slogan actuel « *le peuple veut dissoudre ce gouvernement* ».

Quelle est le rôle joué par le mouvement syndical?

À côté et avec ces organisations populaires, se trouvent en première ligne des syndicalistes et certaines structures syndicales qui ont imposé leur orientation au secrétariat général de l'UGTT, la centrale syndicale unique.

La gauche syndicale, certaines fédérations et unions locales et régionales de l'UGTT sont aujourd'hui au cœur du processus révolutionnaire.

SUITE PAGE 2



Agenda

Du 24 au 30 janvier, festival Bobines sociales, Paris. Une semaine de films et débats, pour réfléchir cette année plus particulièrement à la question de la gestion des ressources naturelles, des mines du Katanga aux oléoducs géorgiens en passant par le droit à la terre des Indiens Mapuche en Amérique latine. On suivra les luttes des peuples pour le droit à maîtriser leur environnement, les conflits géopolitiques nés de l'exploitation des énergies etc. Infos : www.bobines-sociales.org

29 & 30 janvier, services publics, Orly. Les 29 et le 30 janvier 2011 se tiennent à Orly les états généraux des services publics. Sont parties prenantes de cet événement une trentaine d'associations, de syndicats et de partis de gauche dont le NPA (voir le site www.etsgeneraux-servicepublic.fr). Ces deux journées de débat seront axées sur le développement des services publics pour répondre à l'offensive idéologique dont ils font l'objet. Les discussions s'organiseront autour de quatre thèmes : les champs du service public, la démocratie, le financement et les agents.

31 janvier, Tunisie, réunion débat, Vitry-sur-Seine. Le comité NPA de Vitry-sur-Seine organise une réunion-débat «Solidarité avec le peuple tunisien», avec Wassim Azreg de la commission Maghreb du NPA. RV à 20 heures, salle du Château, 6, rue de Montebello (derrière le marché).

1^{er} février, meeting européen, Le Havre. «Au Havre comme partout en Europe, refusons les plans d'austérité !» L'AG interprofessionnelle et intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires) du Havre organise un meeting européen, avec la participation de : François Ruffin, journaliste, Felipe Van Keirsbeck (Confédération des syndicats chrétiens - Belgique), Fred Leplat (Coalition de Résistance - Grande-Bretagne), Luis Blanco (Intersindical Alternativa de Catalunya - Espagne), Cecilia Fulotti (Confederazione Generale Italiana del Lavoro du groupe Sidel - Italie), Olivier Leberquier (CGT Fralib - Marseille), Philippe Poutou (CGT Ford - Blanquefort), Alain Eudier (SUD Cooper - Bolbec), Nicolas Guernonprez (CGT Renault - Sandouville). RV à 20 heures, Grande Salle Franklin, 119 cours de la République, Le Havre.

4 février, Louise-Michel, débat Paris. Débat public coorganisé par la Société Louise-Michel et la Maison verte : «Individus, capitalisme, émancipation». RV de 19 heures à 22 h 30 à la Maison Verte, 127-129 rue Marcadet - Paris 18^e (M^o Jules-Joffrin ou Lamarck).

18 février, Die Linke, Creil Rencontre-débat organisée par le NPA Oise, avec Andrej Hunko, du groupe parlementaire Die Linke. RV à 19 heures, au Centre des cadres sportifs de Creil, 1 rue du Général-Leclerc, Creil.



« Le peuple veut dissoudre ce gouvernement »

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Ce n'est pas un hasard, car depuis plusieurs années déjà, on a vu des fédérations appeler à des grèves sans l'accord du secrétariat général. Ces structures ont même, dans certains cas, montré la voie dans les luttes et dans la manière de s'organiser. C'était, par exemple, le cas des unions locales du bassin minier de Gafsa, il y a trois ans.

Grâce à la mobilisation populaire, la gauche de l'UGTT a pu vaincre l'orientation de sauvetage de l'ancien régime portée par le secrétariat général de la centrale. Cela s'est traduit par un soutien du bureau exécutif de l'UGTT aux grèves générales organisées dans certaines régions et qui ont participé à la chute de Ben Ali.

Depuis le début des manifestations, l'action des militants syndicaux des fédérations de l'enseignement secondaire et primaire, de certains secteurs de la santé, des PTT (poste et télécommunications), des chômeurs diplômés, s'est conjuguée à celle des avocats et des étudiants de l'Union générale des étudiants de Tunisie

(Uget). Les militants syndicaux ont joué un rôle important sinon primordial dans l'organisation et l'encadrement des manifestations. Une des preuves du rôle clé du syndicalisme, est que de nombreuses manifestations sont parties des locaux de l'UGTT. Les syndicalistes ont également joué un grand rôle dans les débats locaux et la création des comités, ainsi que dans la marche populaire vers la capitale à partir du 22 janvier.

Qu'est-ce que le Front du 14 janvier ?

Le Front du 14 janvier représente une partie importante de l'opposition tunisienne. Il s'est constitué avec les événements de ces derniers jours et la fuite du dictateur. C'est un cadre politique qui permet de regrouper de nombreuses forces de gauche et nationalistes arabes. Il participe à Tunis et dans d'autres régions aux manifestations et à la radicalisation des revendications.

C'est une réponse au processus révolutionnaire actuel afin de donner corps aux slogans mis en

avant par les manifestants. Son but est de proposer une alternative populaire, ouvrière, progressiste et révolutionnaire face aux forces contre-révolutionnaires. La plateforme jusqu'ici proposée a besoin d'être précisée et approfondie. Les discussions et l'évolution de la situation vont y contribuer.

Ce front se veut une force de proposition permettant la rupture avec le système économique et social dominant, afin de pouvoir prendre à bras-le-corps les questions du chômage, de la précarité et de la paupérisation de pans entiers de la société. Il appelle aujourd'hui à la création d'une Assemblée constituante élue respectant la parité. Celle-ci doit comprendre toutes les forces politiques, associatives et syndicales issues du mouvement populaire. Elle doit préparer une nouvelle Constitution permettant aux citoyens de déterminer la nature de l'État à mettre en place.

Propos recueillis par Wassim Azreg

regards

Tunisie, le peuple s'organise

En Tunisie, c'est de plus en plus la rue qui décide. Et celle-ci refuse les replâtrages du régime Ben Ali. De partout monte l'exigence d'un démantèlement pur et simple du système précédent et de son parti-État. Bravant le couvre-feu, des manifestants sont venus de tout le pays pour camper sous les fenêtres d'un gouvernement dont ils exigent la démission. Nous laissons la parole à des Tunisiens engagés dans cette révolution.

Déclaration constitutive d'un Conseil local et d'un Conseil régional pour protéger la révolution et gérer les affaires (extraits)

Siliana, le 16/01/2011
[...] Nous appelons à continuer la lutte et la mobilisation pour s'opposer aux manœuvres qui visent la récupération de notre intifadha et l'instrumentalisation du sang de nos martyrs. Nous rejetons l'installation de Mebazaa (président du Parlement) et la décision de confier à Ghannouchi (ancien Premier ministre de Ben Ali) la mission de la formation d'un gouvernement provisoire se basant sur une Constitution illégale et un Parlement non représentatif. Nous considérons toute unité avec les assassins et les corrompus, un coup scandaleux contre la révolution et une tentative misérable que notre peuple va abattre. Nous appelons également les forces vives à prendre la place qui est la leur, au sein des masses et à assumer leurs responsabilités historiques, politiques, et morales.

Et, suite au vide administratif dans la wilaya* de Siliana, en raison de la fuite de la plupart des fonctionnaires régionaux et locaux corrompus, affiliés au parti RCD, face aux demandes populaires à rendre des comptes judiciaires, Nous déclarons une élection publique :
- d'un conseil local pour la protection de la révolution et la gestion des affaires (de la ville)*,
- d'un conseil régional pour la protection de la révolution et la gestion des affaires (de la wilaya).

Pour la gestion des affaires de la ville et de la wilaya dans le cadre local et régional et la coordination sur le plan national jusqu'à la rédaction d'une nouvelle Constitution garantissant les droits de toutes les sensibilités nationales et l'élection d'un nouveau Parlement représentatif et populaire. La détermination des tâches et des plans sera confiée aux membres des conseils élus en consultation avec la base. Vive les luttes de notre peuple sur le chemin de la liberté et de la dignité !

*ajouté par le traducteur, Mohamed Amami

Déclaration constitutive du conseil local provisoire pour gérer les affaires de la ville de Sidi Bou Ali

Suite à la décision de confier à Mohamed Ghannouchi, la mission de former un nouveau gouvernement chargé d'organiser les nouvelles élections présidentielles dans le pays ; Après le vide administratif et de gestion dans les villes de Sidi Bou Ali, wilaya de Sousse ; Nous, citoyens de la ville de Sidi Bou Ali rassemblés à la «Place du Peuple» en ville déclarons :
- nous rejetons cette décision qui se base sur une Constitution antidémocratique et impopulaire, et qui ne garantit pas les droits de toutes les sensibilités nationales dans le pays ;
- nous refusons la domination du parti au pouvoir et à sa continuation à contrôler la vie politique dans le pays, à travers ses symboles et ses valets dans le gouvernement ;
- nous élisons, d'une façon publique, un Conseil local temporaire pour qu'il gère les affaires de la cité et pour travailler dans le cadre de la coordination régionale et nationale pour retrouver le fonctionnement normal de la vie civile, économique, culturelle et politique dans le pays jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution d'une société démocratique et populaire ouvre la voie à des élections pour

assurer la dévolution pacifique du pouvoir et sans aucun monopole. Et veille à ce qu'il représente l'ensemble des parties nationales. Les fonctions de ce Conseil sont :
- La formation de comités de sécurité pour protéger les quartiers,
- Aider à reprendre la vie économique quotidienne et à assurer les nécessités de la vie quotidienne des citoyens,
- Assurer la réouverture des institutions civiles (banques, hôpitaux, municipalités, écoles, instituts,...)
- Assurer la propreté de la ville,
- Coordonner avec les conseils locaux et régionaux formés,
- Communiquer et assurer la liaison avec l'armée nationale tant qu'elle est la seule institution qui veille, aujourd'hui, sur le pays.

Nous décidons de nous répartir sur les comités suivants :
- Comité de la propagande et des médias ;
- Comité de la communication avec l'Armée nationale ;
- Comité de la protection des quartiers ;
- Comité de la propreté de la ville ;
- Comité de la logistique ;
- Comité de sensibilisation, d'orientation et de culture.



Tunisie. Manifestation à Tunis le 24 janvier 2011 devant les locaux du Premier ministre (Kasba) (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/AKREMI MESBAH)

RÉFORME FISCALE

Faire payer les riches!

En même temps qu'il pratique le chantage aux déficits publics pour justifier sa politique d'austérité, le gouvernement étudie des aménagements du système fiscal qui en accentuent l'injustice.

Sarkozy l'avait annoncé à grand renfort de publicité en novembre, il allait s'atteler, lui, ses ministres et les députés UMP, à une grande «réforme de la fiscalité». Dans ses vœux, il a indiqué qu'il s'agissait de protéger les Français des «délocalisations», formule mensongère qui voudrait laisser croire qu'il s'agit de protéger les salariés là où il n'est question que de rassurer les détenteurs de capital, les plus riches.

En réalité, loin de la réforme annoncée, il s'agira surtout de bricolages. L'objectif en serait avant tout la suppression, en même temps que celle du bouclier fiscal, de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF). Et comme celui-ci rapporte 4 milliards d'euros par an, il s'agit de trouver un moyen de remplacer cette recette.

Plusieurs pistes sont à l'étude mais la plus simple, celle qui consisterait à augmenter le taux d'imposition pour les revenus les plus élevés ayant été écartée par Sarkozy, d'autres solutions beaucoup plus alambiquées sont avancées. Il a été question par exemple de taxer les plus-values immobilières sur la résidence principale, à la vente de celle-ci. Mais cela toucherait plusieurs millions de personnes là où l'ISF en taxait quelques milliers. D'où l'idée de ne taxer qu'au-delà d'un certain montant. Du coup, certains, parmi les parlementaires UMP chargés de réfléchir au projet, s'en tiennent à de simples aménagements de l'ISF, dont l'exonération de la résidence principale.

Tout cela n'est guère passionnant mais promet beaucoup de

discussions au sein même de la droite au moment où les parlementaires UMP seront à coup sûr soucieux de se démarquer du gouvernement d'une manière ou d'une autre. Le ministre du Budget, François Baroin, a déclaré lui-même qu'il se fixait comme tâche «d'aboutir à un consensus entre la majorité et le gouvernement». La tâche sera peut-être d'autant plus ardue que le nouveau chef de l'UMP, Jean-François Copé, risque bien de faire de la surenchère, sur la droite de Sarkozy, en proposant comme il l'a fait récemment une TVA antidélocalisation. Un autre nom pour la TVA sociale que défendait Sarkozy en 2007 mais qu'il n'a pas appliquée. D'autres gouvernements en Europe ont augmenté, dans le cadre de leurs plans d'austérité, la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit puisque non seulement il taxe de la même façon millionnaires et smicards, mais qu'en outre, il taxe tous ceux qui ne sont pas imposables à travers l'achat des biens de consommation les plus indispensables.

8% D'IMPÔT POUR LES ENTREPRISES DU CAC40

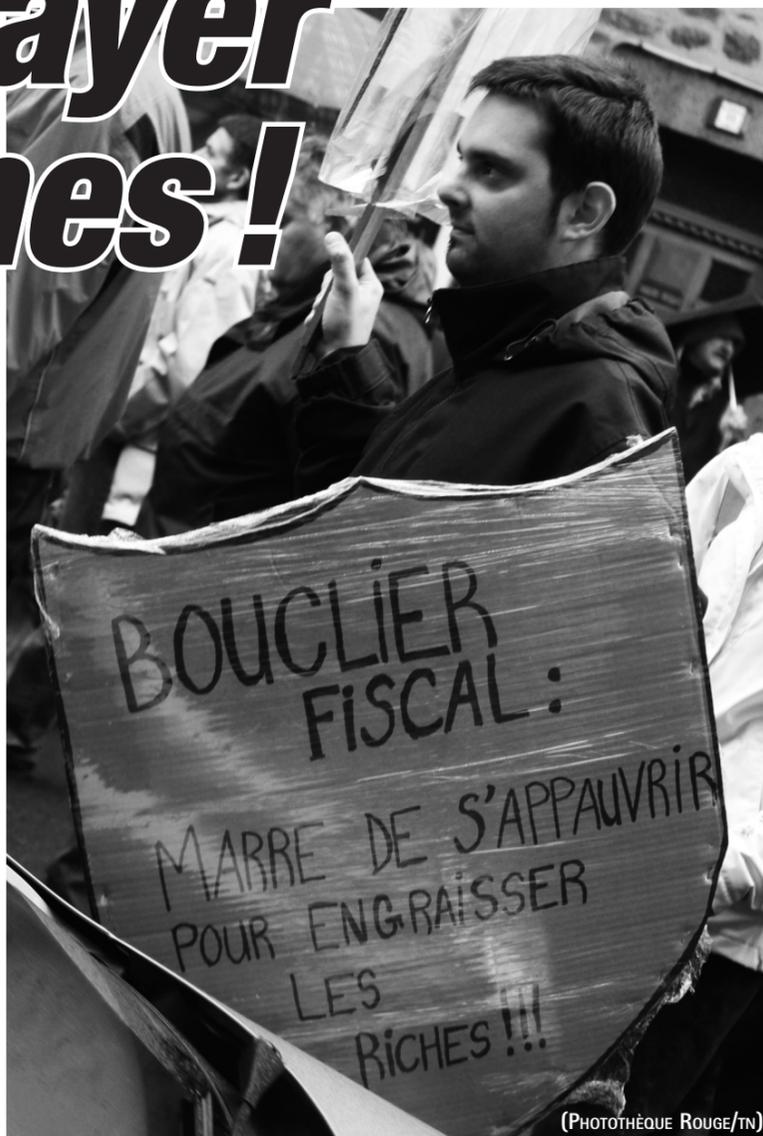
À côté de cela, on apprend, dans une édition récente du *Journal du Dimanche* qu'un quart des entreprises du CAC40 n'a pas payé un

centime d'euro d'impôts en 2009. C'est le cas de Total malgré ses 8 milliards d'euros de bénéfices cette année-là, Danone, Essilor, Suez, Saint-Gobain, Schneider. L'enquête du JDD confirme que les entreprises du CAC40 ne paient d'impôts en moyenne qu'à hauteur de 8% de leurs revenus. Et par ailleurs dans leur livre *La Révolution fiscale*, paru ces jours-ci, Camille Landais, Thomas Piketty (qui a été conseiller de Ségolène Royal) et Emmanuel Saez, démontrent que l'impôt sur le revenu, loin d'être progressif, est régressif, c'est-à-dire que plus on est riche et moins on paie d'impôt. Alors, à l'heure où les déficits de l'État sont invoqués pour aggraver l'austérité que paient les plus

pauvres, la première urgence est de refuser ce chantage. La dette de l'État atteint des montants faramineux parce que celui-ci subventionne à tout va les banques et les multinationales, parce qu'il a inventé pour eux toutes sortes d'exonérations d'impôts et de cotisations sociales, parce qu'il leur offre en outre la possibilité de s'enrichir grâce au marché de la dette.

La seule solution juste, c'est de faire payer les riches, les détenteurs du capital, l'annulation de la dette publique, le contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes des grandes entreprises et de l'État!

Galia Trépère



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TN)



Par Yvan Lemaitre BLUFF ET IMPOSTURE

Le 24 janvier, lors des vœux au corps diplomatique, Sarkozy a exposé ses ambitions pour le G8 et le G20 dont il assure la présidence. Ambitions surtout personnelles pour celui qui bat des records d'impopularité et rêve de se donner une stature internationale pour préparer la campagne à sa propre succession. Ambitions attisées par la concurrence avec DSK, président du FMI, hypothétique rival en 2012. Autant dire que le démagogue n'a pas lésiné sur les propositions qui prétendent réguler la mondialisation, phrases creuses sans contenu. «Nous proposerons au G20 d'élaborer un code de conduite en matière de gestion des flux de capitaux.» Comment? Par une réforme des statuts du FMI! Les brigands garants de bonne conduite! Il s'est fait le défenseur d'une taxe sur les transactions financières, «la meilleure des formules» pour trouver «de nouvelles ressources pour le développement». Une goutte d'eau dans un océan de spéculation si tant est qu'elle puisse voir le jour. Sarkozy prétend réformer le système monétaire international mais... sans rien changer. Pas question de remettre en cause le «rôle éminent» du dollar ni d'instaurer un «contrôle des capitaux» ni de «revenir à un système de changes fixes». Mais il prétend «donner davantage de poids à l'Organisation internationale du travail dans la gouvernance mondiale» et mettre en place ni plus ni moins qu'«un socle de protection sociale universel». Ici, les partenaires sociaux seront «totalelement associés aux travaux du G20». Du boniment pour tenter d'accréditer le mensonge sur un G20 qui serait là pour protéger les peuples alors qu'il n'est qu'une machine de guerre contre eux, comme le FMI. Dans son élan de cynisme hypocrite, il s'est confessé reconnaissant ne pas avoir pris «la juste mesure de la désespérance et de la souffrance du peuple tunisien». Aveuglé qu'il était par son amitié pour Ben Ali, le dictateur si soucieux des intérêts de la bourgeoisie française, mais il a oublié de le préciser. Les travailleurs et les jeunes sauront se saisir des sommets du G20 organisés en France, fin mai à Deauville et début novembre à Cannes, pour manifester leur solidarité avec la révolution tunisienne en marche, la lutte des peuples et leur volonté d'en finir avec cet ordre mondial libéral et impérialiste.

leur monde

Île-de-France, ses riches et ses pauvres.

Une enquête de l'Observatoire régional de santé d'Île-de-France relativise les statistiques rabâchées par le gouvernement lors du pseudo-débat sur les retraites. En effet, concernant l'espérance de vie et l'état de santé dans la région, l'égalité n'est pas de mise. Ainsi, les habitants des Hauts-de-Seine peuvent compter vivre deux ans de plus que ceux de Seine-Saint-Denis et à 60 ans leur espérance de vie est de 23,5 années contre 21,6 pour un habitant de Seine-et-Marne. De même, dans le 93, le taux de mortalité infantile est de 5,4 pour 1 000 naissances alors qu'il est de 3,5 dans le 92. Quelle surprise lorsqu'on voit aussi que 33,4% des enfants du 93 vivent dans une famille pauvre contre 15% dans le 92 et même 11,8% pour les Yvelines. Et contrairement aux idées reçues, les «pauvres», les classes «dangereuses» ne sont pas les champions de la consommation d'alcool et

autre cannabis. Ainsi, la palme de l'usage régulier d'alcool à 17 ans revient à Paris et aux Hauts-de-Seine avec 11% alors que cela ne concerne que 3% des jeunes de Seine-Saint-Denis! Quant à l'usage régulier de cannabis au même âge, il est de 12% à Paris contre 5% dans le 93. Éric Zemmour serait bien inspiré de lire cette enquête!

Petits arrangements.

Dominique Tibéri, jusque-là adjoint au maire du 5^e arrondissement de Paris (Jean... Tibéri) en charge des commerçants, des artisans, de la jeunesse et des sports, de la sécurité et de la prévention, vient d'être nommé contrôleur général économique et financier. Il devra assurer des missions de contrôle d'audit et de conseil pour les administrations et les opérateurs de l'État.

Sa nomination en conseil des ministres sur

proposition de Baroin et de Lagarde et avec l'accord de Sarkozy, aurait surtout pour but de dégager le terrain à Dati, voire Fillon, dans la perspective des municipales. En effet, il était question qu'il succède à... son père comme maire d'arrondissement. Mais comme l'explique *Acteurs publics*, «le récent redécoupage électoral regroupe désormais quasiment en une seule les anciennes 2^e et 3^e circonscriptions – soit les 5^e, 6^e et 7^e arrondissements – actuellement détenues par les UMP Jean Tiberi et Martine Aurillac. L'actuelle maire du 7^e arrondissement, Rachida Dati, ne cache pas ses visées sur cette nouvelle circonscription imperdable pour la droite, mais les éventuelles ambitions de François Fillon dans la capitale pourraient bousculer la donne».

Rationnement des soins à l'hôpital.

Un document de la Direction générale de l'offre de soins révélé par *Le Figaro* préconise de limiter,

sous peine de sanctions financières le volume d'activité, pour chaque spécialité de chaque hôpital. Les malades qui arriveront à l'hôpital, une fois ce «volume d'activité» dépassé... ne pourront donc y être soignés, sinon c'est l'hôpital qui sera sanctionné!

C'est donc le rationnement des soins hospitaliers, brutal et sans fard, que le gouvernement s'apprête à imposer. Déjà mis en cause par les restrictions financières (franchises, remboursements de médicaments, augmentation des mutuelles) le droit aux soins cesserait d'exister si cette mesure scandaleuse était appliquée!

Le Medef déplorait en novembre un «taux de recours excessif aux hôpitaux». En bon exécutant le gouvernement lui donne satisfaction, pour le plus grand profit de l'hospitalisation privée commerciale, des chaînes de cliniques cotées en Bourse... qui elles ne seront pas rationnées.

Centre IVG de Tenon: première victoire!

La direction de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) vient d'annoncer qu'elle envisageait la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon (Paris 20^e), fermé en juillet 2009. C'est le résultat de seize mois de lutte, pendant lesquels le Collectif pour la réouverture du centre IVG de Tenon a multiplié les initiatives - tracts, pétition, manifestations locales, occupation de la maternité de l'hôpital... -, en faisant connaître son combat au niveau parisien et même national. Ce collectif intègre l'association Droits des femmes du 20^e, les deux principaux syndicats de l'hôpital (SUD et CGT) ainsi que les partis de gauche de l'arrondissement - NPA, PG, PCF, Verts et même PS. Toutes ces forces avaient d'emblée décidé de mettre de côté leurs divergences afin de se concentrer, au sein du collectif, sur l'objectif

commun et unique de la réouverture du centre d'IVG. En même temps, les militantes animant cette campagne savaient qu'elle s'inscrivait dans le cadre général de la lutte contre la politique gouvernementale de destruction de l'hôpital public. C'est pourquoi elles se sont efforcées de coordonner l'action avec les hôpitaux de l'Est parisien. Aux manifestations de 2009 (de Trousseau à Tenon) et 2010 (de Tenon à Saint-Antoine) participaient des syndicats de salariés de Tenon, Trousseau, des Bluets et de Saint-Antoine. Mais n'oublions pas non plus l'autre facteur qui a joué en notre faveur: la grève exemplaire des personnels de Tenon, au dernier trimestre 2010, en lutte pendant douze semaines pour leurs revendications. Le collectif a régulièrement participé aux piquets de grève, distributions de

tracts et manifestations des salariés. Le point d'orgue a été une réunion appelée par Mme Calandra, maire PS du 20^e, pour présenter à la population les projets à venir concernant Tenon. Le collectif et les travailleurs de l'hôpital ont alors envahi la mairie, transformant ce qui se voulait une présentation triomphale des « succès » et de « l'efficacité » d'un « pôle hospitalier d'excellence » en une assemblée ouverte dans laquelle salariés et usagers ont exposé la réalité de la contre-réforme hospitalière, avec son cortège de souffrances et d'injustices. Sans doute l'annonce de réouverture a-t-elle aussi quelque chose à voir avec une conjoncture qui va devenir... pré-électorale. L'exigence portée par le collectif était devenue une sorte de point de fixation, gênant pour le ministère mais aussi

pour la majorité union de la gauche de la ville de Paris. Cependant, la déclaration de l'AP-HP citée dans *le Parisien* du 14 janvier reste on ne peut plus vague: « une étude sur la réouverture est en cours. Avant de faire une annonce définitive, nous devons d'abord savoir exactement quels moyens pourront y être affectés. » Pas question donc de baisser les bras. Lors de sa dernière réunion, le collectif, tout en se réjouissant de cette première victoire, a décidé de poursuivre la mobilisation pour obtenir l'ouverture effective à Tenon d'un véritable centre IVG.

Virginia de la Siega

BOSTIK En lutte contre la fermeture

La direction de Bostik a annoncé, quelques jours avant Noël, la fermeture de l'usine d'Ibos dans les Hautes-Pyrénées, pour fin 2011. Deux militants de l'intersyndicale, Philippe (trésorier du CE, syndiqué CGT) et Bragan (militant CFDT), ont répondu à nos questions.

Quelle est la situation?

Dans le cadre d'une « restructuration de rentabilité », Total ferme une de ses filiales, l'usine Bostik d'Ibos. Elle fabrique de la colle industrielle dans le cadre de la branche chimie de Total, qui « optimise » certains sites pour en fermer d'autres. La machine financière ignore complètement le facteur humain et le désarroi des salariés. Bostik doit verser plus d'argent l'année prochaine en réduisant les frais fixes.

Il n'y a pas eu d'investissement sérieux depuis huit ans. Total a fait 14 milliards d'euros de bénéfices en 2009 et se propose d'économiser, en fermant l'usine Bostik d'Ibos, 2 millions d'euros de frais fixes par an, ce qui est dérisoire.

Victimes de choix stratégiques dictés par la course au profit, mis au pied du mur, les salariés ont quelques semaines pour prendre une décision sur leur avenir. Face à des indemnités dérisoires, ils ont le choix entre la « mobilité interne », c'est-à-dire partir en Seine-et-Marne ou dans le Nord, dans des filiales de Total qui sont déjà en difficulté comme par exemple la Sogebi, dont le groupe veut se débarrasser à terme, ou avec 80% du salaire en dehors de la société mais dans le groupe Total. On se rappelle que Bostik a déjà dû fermer une de ses entreprises à Aulnay en 2003, conduisant à des reclassements à... Ibos. Par ailleurs, le patron de Total, De Margerie, a récemment bénéficié de 5% d'augmentation, soit 200 000 euros de plus pour un salaire de 3 millions d'euros par an...

Quel est le climat au sein de l'entreprise?

Malgré des signes avant-coureurs que ressentaient les salariés mais que la direction refusait d'admettre, cette fermeture a été annoncée brutalement et présentée par la direction comme une fatalité.

On s'est engagé dans des négociations pour essayer de « sauver les meubles », pour partir dans les meilleures conditions. Ces conditions, proposées par la direction, négligent complètement le facteur humain, le contexte familial de chaque salarié, le déracinement géographique imposé pour beaucoup et soulignent l'arrogance avec laquelle le capital impose ses décisions. La direction tente de doubler les négociations en créant une cellule de reclassement pour essayer de diviser le personnel.

Malgré tout, le climat entre nous les salariés, titulaires, intérimaires et même encadrement, n'a jamais été aussi bon. Nous n'avons jamais été aussi soudés et déterminés.

Quelle action menez-vous?

On a fait un jour de grève en septembre et on vient d'en faire une autre, le 7 janvier, très bien suivi, y compris par les cadres puisque 100% du personnel y a participé. Ce qui est sûr, c'est qu'on va monter en puissance au niveau de l'action et des luttes à venir. On ne lâchera rien.

Propos recueillis par Christian, Frédéric et Henri

Les gaz de schiste: sacrifier la terre



Image tirée du film *Gasland* de Josh Fox. (DR)

Le sous-sol européen et français possède des gaz de schiste et les prospecteurs sont envoyés! Peu importe que ce soit une source d'énergie épuisable et polluante si cela permet aux puissants de garder leur place et de ne pas remettre en cause le modèle économique, capitaliste, énergivore.

Depuis mars 2010, en grand silence, le ministre de l'Écologie (alors Borloo) accorde des permis d'exploration de gaz à Total, GDF-Suez, aux texans Schepbach Energy dans l'Hérault, l'Aveyron, le Gard, l'Ardèche. Il s'agit du permis de Nant (4 414 km² - presque la taille de la Lozère en superficie - n'hésitant pas à manger le parc national des Cévennes), du permis de Montélimar (4 327 km²), du permis de Ville-neuve-de-Berg (931 km²). Mais il en existe aussi dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, dans le Jura, la Loire et le Bassin parisien (Château-Thierry). Il va sans dire que la population n'a jamais été consultée. Que le chapitre I du code de l'environnement s'intitule: « Participation du public à l'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement ayant une incidence importante sur l'environnement et l'aménagement du territoire » n'est pas bien grave...

Les procédés d'extraction du gaz schisteux sont très polluants: il s'agit de nombreux forages à plus de 2 000 mètres de profondeur (avec tout le trafic qui va autour, usines,

camions...) utilisant la technique américaine de la fracturation hydraulique, c'est-à-dire l'injection dans le sol d'un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques (polyacrylamide, isopropanol, xylène sulfonate de sodium...) à très haute pression, peu importe s'il y a de nombreuses nappes phréatiques dans le site (comme c'est le cas dans le Larzac), n'hésitant pas, entre autres, à s'asseoir sur l'article 27 du Grenelle de l'environnement qui parle de « garantir l'approvisionnement durable en eau de bonne qualité, propre à satisfaire les besoins essentiels des citoyens ». De plus, via certains composants émis (oxydes d'azote, monoxyde de carbone, dioxyde de soufre...), la qualité de l'air n'est pas épargnée. Ce ne sont pas des pollutions supposées mais réelles, telles qu'on a pu les constater aux États-Unis (où le gaz de schiste est devenu la seconde source d'énergie) et au Québec.

Aux USA, Josh Fox qui a réalisé un film (*Gasland*) sur la pollution due à l'extraction de gaz schisteux, a été ajouté à la Terror Watch List du ministère de l'Intérieur américain. Après visionnage du film par

des membres de l'Assemblée de l'État de New-York, celui-ci a toutefois voté un moratoire sur la fracturation hydraulique. Au Québec, après les résultats d'inspection de 31 puits, le gouvernement a reconnu que 19 d'entre eux fuyaient et laissaient échapper du gaz naturel. Mais le directeur du bureau des hydrocarbures, philosophe, déclare qu'« on est pas inquiet de la situation pour la santé des gens, étant donné que le gaz est naturellement présent dans le sol »...

En France, contestations et résistances s'organisent. En décembre, José Bové a demandé le gel des prospections, à Saint-Jean-du-Bruel, dans l'Aveyron, un comité de vigilance s'est formé avec 300 personnes, et la commune de Sainte-Eulalie-de-Cernon a voté une demande de moratoire. Le maire du Vigan s'est indigné auprès de la nouvelle ministre directement par courrier.⁴

Sur le plan économique, les régions concernées par l'extraction risqueraient de devenir dépendantes de l'unique matière première gaz, délaissant alors tous les autres secteurs comme l'agriculture, les petites industries locales, le tourisme et bien

sûr détruisant complètement et le paysage et le mode de vie des habitants. Bienvenue en démocratie! Qu'apportera au final cette énergie et cette illusoire indépendance énergétique du pays? Des millions, toujours pour les mêmes (il suffit de regarder qui a les permis d'exploration), de l'esclavage et de la soumission pour les autres. Ni le bien-être, ni l'évolution, ni le progrès n'ont besoin de détruire la terre, seul un mode de vie capitaliste, basé sur le profit, en a besoin.

L'énergie doit faire partie du domaine public et doit être l'affaire des citoyens. Pour l'heure, on veut leur imposer par force et violence des projets dont ils n'ont pas besoin, qui ne leur bénéficient pas, mais bien au contraire qui vont détruire leur région. Il s'agit, avec eux, de rester vigilants et mobilisés pour faire échouer ces projets destructeurs et autoritaires d'extraction des gaz de schiste.

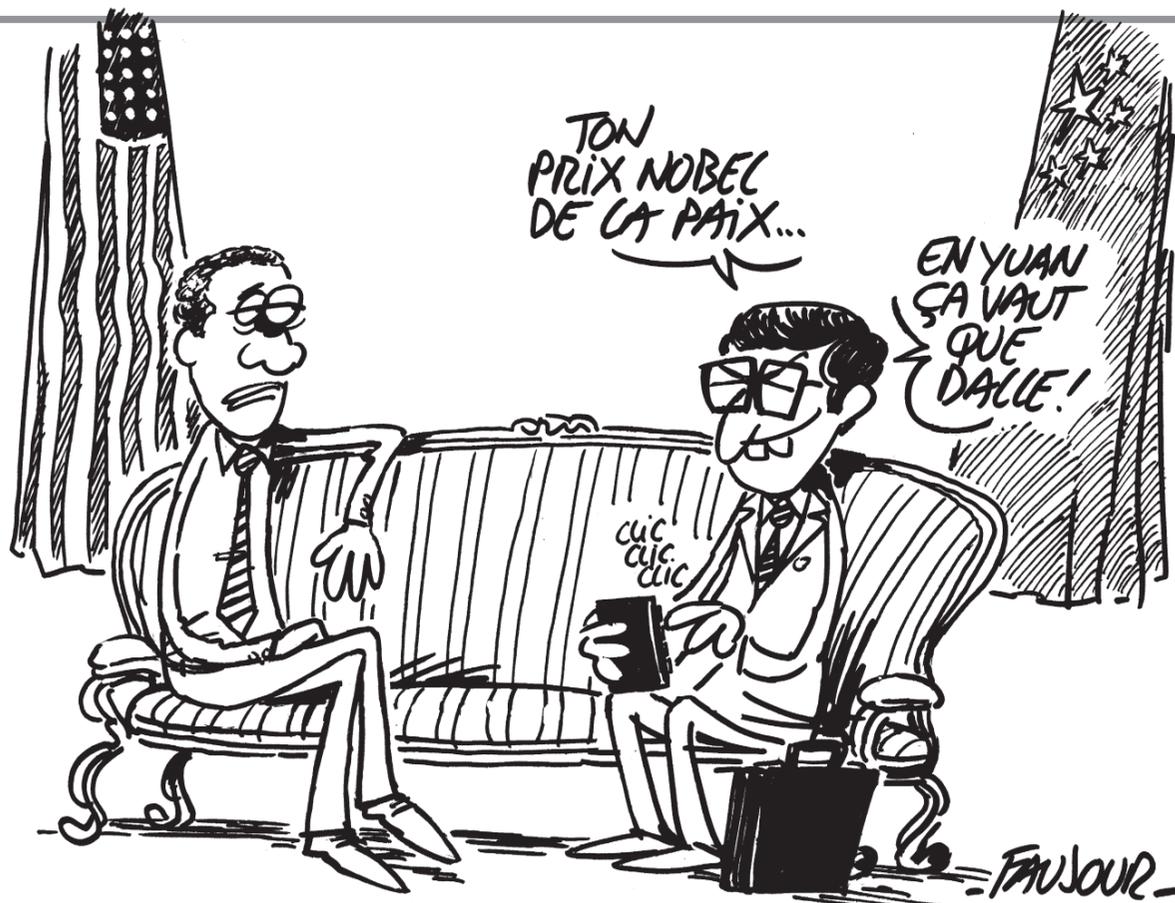
Julien Hochart

1. Liste fournie par la compagnie albertaine Questerre au Québec.

2. Source: AQLPA

3. Terra Eco. 6 janvier 2011 - *Gaz de schiste: des fuites dans les puits québécois.*

4. Midi libre du 7 janvier 2011.



HU JINTAO À WASHINGTON Les deux superpuissances se mesurent

Tapis rouge, tirs de canon, dîner privé à la Maison blanche... « la diplomatie du sourire » ou de « la compétition amicale » prônée par Obama a été mise en scène avec faste pour accueillir Hu Jintao à Washington la semaine dernière. Derrière la parade et les discours, une compétition acharnée...

La presse a beaucoup épilogué au sujet de l'incident de traduction lors de la conférence de presse tenue par Hu Jintao et Obama à propos des droits de l'homme qui aurait, dans un premier temps, empêché le président chinois de comprendre la question. Il s'en est ensuite expliqué, sans gêne, « Nous devons tenir compte des différentes circonstances nationales en matière de droits de l'homme », a-t-il déclaré sans le moindre trouble, réponse qui, sur le fond, exprime une opinion largement partagée par Obama et ses semblables. La défense des droits de l'homme fait partie de la propagande et des manœuvres diplomatiques, mais, quant au fond, des intérêts sonnants et trébuchants se négocient. D'abord des accords commerciaux pour 45 milliards dont la commande de 200 Boeing pour 19 milliards. « Notre but aujourd'hui était de faire en sorte de nous détacher des vieux stéréotypes selon lesquels la Chine serait, d'une façon ou d'une autre, seulement en train de prendre des emplois dans le secteur manufacturier; la relation est bien plus complexe que cela », a affirmé Barack

Obama, en soulignant que la Chine était aussi un important marché d'exportation pour les États-Unis. Il répondait aux attaques des républicains en défendant ce qu'il avait dit lors de son voyage à Pékin fin 2009 en donnant aux relations entre les USA et la Chine un caractère « global et positif » pour assurer l'ordre mondial et... la domination américaine. Sauf que Jintao n'était pas à Washington en simple représentant d'un État partenaire mais bien pour affirmer les ambitions de la Chine. La croissance y reste soutenue, 10% en 2010, alors que le reste du monde capitaliste stagne. Et c'est sur la question des monnaies que la concurrence entre les deux puissances s'est focalisée. Les USA reprochent à la Chine d'avoir une politique de dumping en sous-évaluant sa monnaie, le yuan, alors que Hu Jintao reproche aux USA d'utiliser un système monétaire international « produit du passé » pour défendre leurs propres intérêts. La Chine n'entend pas se contenter d'être l'atelier du monde investissant son épargne dans l'achat de bons du trésor américains. Elles veut aussi devenir une puissance financière. Ses réserves se

montent à 2 850 milliards de dollars soit quatre fois plus que le FMI. Elle détient 7,5% de la dette publique américaine, une position de créancier en réalité très dépendant de son débiteur. Sans penser pouvoir prendre la place du dollar ou même le concurrencer dans l'immédiat, la Chine entend progressivement se dégager de sa dépendance à l'égard des USA pour développer sa propre intervention financière sur les marchés. Elle exporte ses capitaux, elle est aujourd'hui le principal bailleur de fond des pays dit en développement. Une telle politique suppose que la Chine réussisse à développer son marché intérieur alors que la pauvreté, la misère est le lot de l'immense majorité de la population. Qu'elle se garantisse aussi ses moyens d'approvisionnement en matières premières et énergie. Derrière « la diplomatie du sourire », c'est bien un bras de fer qui s'engage entre les USA et la nouvelle puissance concurrente autour de la question du yuan, de Taïwan, de la Corée du Nord ou des rivalités militaires...

Yvan Lemaitre

Fiat, attaque à Marchionne forcée

Pendant que les frasques de Berlusconi et son lâchage par le pape dominant la scène médiatico-politique italienne, l'usine Fiat Mirafiori à Turin, symbole de l'industrie et du mouvement ouvrier italien, est le siège d'un traumatisme social et politique inquiétant. Les 13 et 14 janvier, par voie de référendum, une courte majorité des salariés (54,3%) a approuvé l'accord signé par l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de la Fiom et du Cobas (Tout est à nous! n°86). Les employés et cadres administratifs, sous pression directe de la hiérarchie, ont massivement voté pour l'accord (421 pour, 20 contre) alors que sur les chaînes de montage (à l'exception des équipes de nuit) le vote est à 53% contre.

Par cet accord, Marchionne, patron de Chrysler-Fiat a promis que si les travailleurs italiens, qu'il a qualifiés « d'improductifs », étaient prêts à changer leur « éthique du travail » et à le suivre dans son projet de « L'Italie fabrique », il « concéderait » aux usines italiennes la production de nouveaux modèles, avec des investissements de 20 milliards d'euros à moyen terme, garantissant l'avenir de l'emploi pour tout le secteur.

En contrepartie, l'accord prévoit d'ajouter de nouvelles modulations des horaires de travail : soit des 3x8 heures avec un étalement sur cinq ou six jours suivant les besoins, soit des 2x10 heures, pendant six jours par semaine. La direction peut passer d'une modalité à l'autre avec un préavis de quinze jours. Le nombre maximum d'heures supplémentaires passe de 40 à 120 heures annuelles, avec la possibilité d'ajouter 80 heures, avec l'accord des syndicats. Les 40 minutes de pause des équipes de huit heures sont réduites à 30 minutes en échange d'une augmentation salariale brute mensuelle de 45 euros. « Anticipant » la fatigue et l'usure des travailleurs, l'accord prévoit de lutter contre l'absentéisme en aggravant les pénalités, pouvant aller jusqu'au licenciement pour les travailleurs qui recourent « excessivement » aux congés pour maladie.

Le deuxième volet de cette attaque consiste à exclure de la représentativité de l'entreprise les syndicats qui, comme la Fiom et le Cobas à ce jour, refuseraient d'approuver un tel accord. La direction du groupe Chrysler-Fiat engage ainsi une gigantesque offensive contre les droits des collectifs dans l'automobile et dans toute la péninsule. Les nouvelles structures d'entreprises qui remplaceraient celles de Pomigliano et de Turin ne seraient pas liées à la Confindustria (Medef italien), ne seraient plus liées par les conventions collectives, écartant ainsi les syndicats qui ne se plieraient pas à ses diktats.

L'enjeu est considérable, non seulement pour les travailleurs italiens mais pour ceux de la filière auto et même au-delà. Ces mêmes chantages ont déjà fait céder les salariés de Fiat à Pomigliano et s'exercent sur ceux de Tychy, Fiat Auto en Pologne. C'est la même démarche que l'on a connue récemment en France avec les référendums de General Motors ou de Continental dans la région de Toulouse : en s'appuyant sur des syndicats conciliants, faire accepter par les travailleurs eux-mêmes des réductions drastiques de leurs droits en même temps qu'une aggravation des conditions de travail. Cette offensive traverse les frontières des groupes et des pays, les luttes doivent emprunter les mêmes chemins. Vite. Le 28 janvier, la Fiom et les Cobas appellent à une grève générale dans la métallurgie. Il est de notre responsabilité qu'elle ne soit qu'une première étape et qu'elle ne reste pas isolée.

Robert Pelletier

en bref...

L'Algérie mobilisée dans le sillage de la Tunisie. Samedi 22 janvier, une coordination comprenant le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) – un des principaux partis laïques d'opposition –, des syndicats autonomes, la Ligue de défense des droits de l'homme et des associations, appelait à une « marche pour la démocratie » à Alger qui devait se diriger vers le Parlement. Depuis l'irruption de la révolution tunisienne, le pouvoir de Bouteflika redoute par dessus tout une possible contagion. Il a donc interdit la manifestation et, la veille, quadrillé la capitale avec ses blindés comme cela ne s'était pas vu depuis longtemps. Le samedi, il a envoyé ses policiers et ses hommes de main en civil pour bloquer les cortèges. 42 manifestants ont été blessés, dont deux grièvement. La manifestation demandait la levée de l'état d'urgence – en place depuis 1992 –, l'ouverture démocratique, en particulier des médias, et la fin du système de corruption des dirigeants. L'accaparement des richesses par une minorité corrompue n'a rien à

envier à ce qui se faisait en Tunisie. En Algérie, les proches du pouvoir et les officiers supérieurs ont un contrôle personnel sur la rente pétrolière et le commerce extérieur. De plus, avec les nouvelles mesures économiques libérales, un « marché informel » s'est créé où règne une mafia tenue par des civils ou des militaires. Cette manifestation était la première réaction de mobilisation politique après les journées d'émeute des jeunes, entre le 5 et le 19 janvier, révoltés contre la misère et l'absence de démocratie dans le pays. Le gouvernement avait essayé de faire tomber la pression en annonçant une baisse des produits de première nécessité (huile et sucre). Mais les difficultés économiques continuent d'être insupportables. En deux semaines, huit Algériens se sont immolés par le feu (un seul est mort). Parmi eux, des jeunes chômeurs, des pères désespérés de ne plus pouvoir faire vivre leur famille et une femme qui s'est vu refuser un logement. Face à ces actes de désespoir qui suscitent une grande émotion dans le pays, le

pouvoir n'a pas eu le moindre mot de compassion. Une nouvelle marche est prévue le 9 février.

En Égypte aussi... Malgré le très important déploiement policier, des manifestations ont eu lieu au Caire, mardi 25 janvier, contre le pouvoir de Moubarak, à l'initiative des mouvements d'opposition. La « journée de révolte contre la torture, la pauvreté, la corruption et le chômage » a donné lieu à la mobilisation de dizaines de milliers de manifestants dans tout le pays (Le Caire, Alexandrie, Assouan, Assiout, Ismaïliya). Symboliquement, la date choisie était celle de la « journée de la police », un jour férié destiné à rendre hommage aux forces de l'ordre... Les manifestants criaient « Après Ben Ali, à qui le tour ? La Tunisie est la solution ! » Le régime autoritaire d'Hosni Moubarak est en place depuis 30 ans et il utilise, comme ailleurs, le prétexte de la menace islamique pour museler son opposition. Les dernières élections législatives de décembre 2010, remportées massivement par le parti de

Moubarak, ont été une mascarade avec des fraudes massives constatées par tous les observateurs, au point de « décevoir » l'administration américaine, le principal protecteur du régime. Comme en Tunisie, la pauvreté est généralisée – 40% de la population sous le seuil de pauvreté de deux dollars par jour – et des immolations de désespoir contre la pauvreté ont eu lieu dans les jours précédents.

Sursis pour les militants BDS. Le procès de trois militants BDS prévu à Perpignan, le 24 janvier, a finalement été renvoyé à la fin de l'année. Tandis que des centaines de manifestants étaient rassemblés devant le palais de justice sous les bannières « Boycott Israël », « Des sanctions contre Israël, pas contre nous », et « Solidarité avec Yamina, Jeanne et Bernard », le tribunal s'est rangé à l'argumentation développée par M^e Antoine Comte, l'un des avocats des prévenus. (voir Tout est à nous! n°86)

Comprendre ivoirien

Histoire du « mirage » ivoirien

L'histoire ancienne de la Côte d'Ivoire remonte au moins au début de l'ère chrétienne et voit se succéder chefferies et royaumes divers. À l'époque moderne, les premiers Européens à se rendre dans la région sont les Portugais qui lui donnent son nom actuel. Le commerce de l'ivoire, des fusils et la traite des noirs se mettent vite en place. Les Français arrivent en 1637 et s'installent surtout sur la côte, avant d'en faire une colonie en 1893. Ils doivent cependant faire face à des résistances locales importantes comme celle du marabout Samory Touré. Bien qu'inclus dans l'Afrique occidentale française (AOF), les populations de la Côte d'Ivoire sont alors considérées comme de simples sujets sans droits de représentation contrairement aux habitants des Quatre communes du Sénégal qui disposent de la citoyenneté française. Ce n'est qu'à partir de 1946 que les Ivoiriens obtiennent la citoyenneté française et, en 1958, la loi cadre permet le transfert de nombreux pouvoirs de la métropole vers les autorités locales.

Le pays accède à l'indépendance le 7 août 1960 avec à sa tête Félix Houphouët-Boigny. Issu d'une famille de haut rang propriétaire de riches plantations, ce dernier a commencé sa carrière politique en 1944 en fondant le Syndicat agricole africain et est l'un des fondateurs du Rassemblement démocratique africain (RDA) qui recouvre l'ensemble de l'AOF (à l'exception de la Mauritanie). Après la Seconde Guerre mondiale, Houphouët est élu à la première assemblée constituante. Il représente par la suite la Côte d'Ivoire à l'Assemblée nationale française de 1946 à 1959, se consacrant essentiellement aux organisations politiques inter-territoriales au sein de l'AOF. Il est également ministre de la République trois ans durant. Il devient Premier ministre de la Côte d'Ivoire en avril 1959 et est élu président en 1960. Constamment réélu à partir de 1965, son parti, le PDCI-RDA, occupe alors tous les sièges de l'Assemblée nationale. Les 30 premières années de son « règne » sont souvent présentées comme une période faste, celle du « miracle ivoirien ». Le système colonial a irrémédiablement transformé les divers espaces autochtones de commerce et d'échanges et réorienté l'économie vers l'exportation de produits agricoles non transformés et l'importation de produits européens manufacturés. Dès le début des années 1960, le pays axe sa politique de développement sur l'expansion des exportations de matières premières et la substitution aux importations reposant sur quelques industries. Tout en accordant à l'État un rôle central, le pouvoir favorise également très

activement les investissements privés et les capitaux étrangers. Le pays affiche alors des taux de croissance record, et connaît un développement économique et social prometteur. D'environ 4 millions en 1960, la population atteint les 12 millions d'habitants en 1980. Cette augmentation est due à l'amélioration des conditions de vie mais aussi à l'immigration, encouragée par Houphouët-Boigny. De nombreux Maliens, Burkinabés et Sénégalais s'installent dans le pays en quête d'une vie meilleure, fournissant une main-d'œuvre bon marché à l'économie rentière de plantation et contribuant à la production de richesses dont ils ne seront par contre que très peu à bénéficier largement. Les fruits de ce travail sont en effet entièrement détournés à la fois par la classe dirigeante nationale et par ses alliés internationaux aux premiers rangs desquels la France dont les entreprises forment l'essentiel du tissu économique et rapatrient 90% de leurs bénéfices.

Peu diversifiée, l'économie souffre structurellement d'une forte dépendance extérieure et de déséquilibres importants entre ses différents secteurs d'activités. Et lorsque les termes

de l'échange lui sont défavorables, elle vacille et s'effondre. La chute des cours des produits agricoles de base survenue à la fin des années 1970 a ainsi provoqué une dépression d'autant plus grave qu'à la faveur du « boum du café et du cacao », la Côte d'Ivoire s'était engagée dans une politique monétaire et fiscale expansionniste appuyée sur les revenus des exportations en forte croissance. L'augmentation de l'endettement extérieur a alors été immédiate autant que la montée de l'inflation. Confronté à une croissance économique fortement ralentie, le pays s'engage dans un Programme d'ajustement structurel (PAS).

Au début des années 1990, quand le vieil Houphouët-Boigny meurt, le pays en est à son quatrième PAS qui n'a pas plus de succès que les précédents. La crise a profondément érodé les bases socio-économiques du régime. Une période d'instabilité politique s'ouvre alors, ponctuée par un coup d'État (1999) et une rébellion (2002) militaires laissant un pays déchiré et exsangue, et qui a abouti à l'impasse constitutionnelle que l'on connaît actuellement.

Groupe de travail « Afriques » du NPA



Bruit de ou poka

Depuis la calamité médiatique des élections de Gbagbo au profit d'autres chefs ou Odinga, Premier ministre (UA), vient d'échouer. Le Gbagbo se soit vu proposer certains de ses proches à l'état probable des élections comme préalable à tout l'un et primature pour l'après les violences post-protagonistes ni leurs services bureaux litigieux, complètement les élections, soigneusement ignorée. Depuis la reconnaissance de la France, l'Union européenne camp Ouattara fait de la soufflant le chaud et le sement lancés par certains puis l'UE ont commencé certains membres du régime se sont ensuite exercés taire ouest africaine (UE) contrôle du compte ivoirien à Gbagbo. Il s'agit d'une susciter le mécontentement militaires, dont les officiers diverses sollicitations. M tent pour le régime en p Enfin, Ouattara et Soro, cessent d'appeler à un ré et les USA ne peuvent s compter sur une résolution et russe. Ils s'efforcent d président nigérian Good des États d'Afrique de l' chefs d'état-major des p prêts pour une telle int peut compter sur le sou duquel il se réarme en c africains, aux motivations les ponts avec lui; d'au céder qui pourrait con des craintes légitimes e nombreux ressortissants. La répression orchestrée morts parmi les militants en revanche silencieuse Ivoiriens pro-Gbagbo, l Ivoiriens déjà exilés au par les partisans de Gbagbo, a décidé l'envoi de 2000 nouveaux casques bleus sur place, en plus des 8 500 déjà présents, et des 900 militaires français. Les semaines (jours?) qui viennent diront s'il s'agit bien de maintenir la paix, ou d'emboîter le pas à une intervention militaire au profit de Ouattara...

Robin Guébois

Pre la crise ennne

bottes r menteur?

teux scrutin présidentiel en Côte d'Ivoire, menaces et
rieures se succèdent pour tenter d'obtenir le retrait de
fit de Ouattara. Après la visite de pas moins de cinq
anciens chefs d'État africains, la médiation de Raila
re kenyan, à nouveau missionné par l'Union africaine
e contenu des discussions reste secret, mais il semble que
oser l'impunité, un exil doré, voire la participation de
au pouvoir, pour reconnaître Ouattara vainqueur (résul-
ts, mais difficilement vérifiable), ce que ce dernier exige
e discussion. Un partage de l'exécutif (présidence pour
autre), solution qui a prévalu au Kenya et au Zimbabwe
t-électorales, ne semble envisagé par personne, ni les
outiens extérieurs. Quant à l'hypothèse de revoter dans
omme le demande la société civile, ou de réorganiser
ce que prévoit théoriquement la Constitution, elle a été

de la victoire de Ouattara par les États-Unis, suivis par
péenne (UE), et les différentes institutions africaines, le
surenchère tandis que celui de Gbagbo joue la montre,
froid, rendant tous deux inaudibles les appels à l'apai-
ains milieux (religieux, intellectuels, ONG...). Les USA
é par avoirdes avoirs privés et des visas pour
gime Gbagbo, mesure sans grande portée. Les pressions
sur les pays africains de l'Union économique et moné-
MOA), où les discussions ont été très vives, pour que le
rien à la Banque centrale de cette zone CFA, soit retiré
tentative pour asphyxier financièrement l'État ivoirien,
ment des fonctionnaires, et surtout le retournement des
ciers sont pour l'instant restés fidèles à Gbagbo malgré
Mais des moyens de contourner la Banque centrale exis-
tance.

dont la rébellion contrôle toujours le nord du pays, ne
enfort militaire extérieur pour déloger Gbagbo. La France
se permettre d'intervenir unilatéralement et ne peuvent
ion du Conseil de sécurité, pour cause de véto chinois
l'obtenir une opération africaine, appuyés en cela par le
lluck Jonathan qui dirige la Communauté économique
ouest (Cédéao). Réunis le 18 janvier à Bamako (Mali), les
pays de cette institution ont affirmé être techniquement
ervention, mais la réalité paraît plus nuancée. Gbagbo
l'ancien militaire de l'Angola, allié de longue date, auprès
ce moment, et sur la neutralité de certains chefs d'États
ns diverses. Certains se refusent à couper complètement
tres, tout aussi mal élus, voire plus, redoutent un pré-
mpromettre à l'avenir leur maintien au pouvoir; enfin
existent quant aux représailles probables contre les très
étrangers présents sur le sol ivoirien.

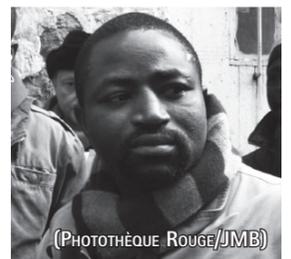
par les forces fidèles à Gbagbo a déjà fait plus de 250
is pro-Ouattara réels ou supposés, selon l'ONU, qui reste
sur les exactions commises en zone rebelle contre les
esquels viennent pourtant grossir les rangs des 25000
Libéria. L'ONU, dont les forces sur place sont harcelées

COTE D'IVOIRE : ENFIN UN ESPOIR



Point de vue...

Entretien avec Vassindou Cissé, ancien secrétaire de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci) de l'université de Bouaké entre 1994 et 1996. Vivant en France depuis plusieurs années, il fait partie aujourd'hui des initiateurs du tout jeune Collectif pour une Côte d'Ivoire démocratique (CCID).



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Il y a de nombreuses controverses quant au résultat des élections et donc sur la légitimité politique de Gbagbo ou Ouattara comme président. Quel est ton point de vue sur la situation?

Nous sommes dans une situation d'imbroglio car le résultat des urnes est contesté de part et d'autre. Pourtant, il faut rappeler que la façon dont se sont déroulées les élections est le résultat d'une succession d'accords politiques conséquemment aux affrontements armés (auxquels la France a participé), entre les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire et le pouvoir d'Abidjan en 2002: Accra 1 (2002), Marcoussis (2003), Accra 2 (2003) et 3 (2004), Pretoria 1 et 2 (2005) et les accords politiques de Ouagadougou (2007). Ces accords ont impliqué Laurent Gbagbo lui-même, les différentes forces politiques de Côte d'Ivoire, l'État français, l'Union africaine, la Cédéao et l'ONU.

L'organisation des élections de 2010 (avec les différentes instances créées dans ce processus comme la Commission électorale indépendante (CEI) sous l'égide de l'ONU est le résultat de ce processus. Laurent Gbagbo a commencé à le contester il y a quelque temps, disant que c'était aux Ivoiriens de régler leurs affaires et non à la Communauté internationale. Ce n'était que du discours parce qu'il sentait que le vent allait tourner pour lui dans les urnes.

L'objectif de la création de la CEI était de rendre incontestable le résultat des élections, sans pour autant contester la légitimité du Conseil constitutionnel qui devait promulguer les résultats après le travail de la CEI. Ce n'est pas ce qu'il s'est passé car le Conseil constitutionnel, après avoir fait obstacle à la proclamation des résultats en temps voulu (trois jours après le scrutin), pour tenter de discréditer la CEI, a contesté le résultat des élections en donnant la victoire à Gbagbo, arguant de fraudes dans certains bureaux de vote.

Roland Dumas et Vergès, venant à la rescousse de Gbagbo, demandent un recomptage des voix aujourd'hui: c'est du vent! Ils sont où les bulletins de vote? Ils ne sont plus là trois ou quatre semaines après le vote, il ne reste que les procès verbaux!

L'Onuci¹ a procédé à un nouveau décompte en tenant compte des réclamations de Gbagbo et en annulant des résultats lorsqu'il y avait accusation de fraude dans des bureaux de vote où Ouattara était déclaré vainqueur. Malgré ces annulations, Ouattara était toujours devant.

Gbagbo était devant à l'issue du premier tour mais nombre de candidats du premier tour ont appelé à voter pour Ouattara au second: le report de voix sur lui a été très important.

La France a des intérêts à défendre en Côte d'Ivoire, d'ailleurs, en 2002 les militaires français étaient intervenus pour cela et avait tiré sur les Ivoiriens. Ensuite, la présence française s'est déguisée en intervention de l'ONU... Comment la France est-elle impliquée aujourd'hui dans la crise ivoirienne?

Les Français sont nombreux en Côte d'Ivoire (15000). Aujourd'hui ils sont très protégés par l'armée française qui, par contre, ne fait rien pour protéger les Ivoiriens qui sont victimes de violence de la part de l'armée ou des milices. On a l'impression qu'une vie ivoirienne a moins de valeur pour eux que la vie d'un Français. Ils disent: «Si vous touchez à un Français, on intervient» mais quand c'est un Ivoirien, personne ne bouge... Aujourd'hui, à Abidjan, les gens qui ont voté Ouattara ont du ressenti négatif par rapport à l'ONU (dont beaucoup de soldats sont français dans le cadre des forces Licorne, *ndlr*) et à ceux qu'elle protège dans l'hôtel du Golf (là où est réfugié Ouattara) car ils voient bien qu'ils ne les protègent pas, eux.

Si Gbagbo défendait ses intérêts, pourquoi, alors, la France ne le soutient-elle plus?

Aujourd'hui, les Français savent que Gbagbo a perdu les élections. Ce n'est sûrement pas par souci démocratique mais pour préserver une certaine stabilité politique qui correspond aussi à la défense des intérêts français à l'avenir.

Mais si la France soutient Ouattara, c'est qu'il va aussi défendre ses intérêts?

Je pense que de toute façon, actuellement, quel que soit le président de la Côte d'Ivoire, il ne va pas se gêner pour défendre les intérêts de la France. Aucun des candidats à ces élections n'y était opposé. Ouattara ne va pas changer fondamentalement l'attitude de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la France. Mais, par contre, là, ce qui se passe c'est qu'il y a violation des droits de l'homme commises par Gbagbo. Les soldats français de l'ONU sont stationnés devant l'hôtel du Golf alors que ce n'est pas ceux-là qui craignent quelque chose! La France les protège eux alors que c'est le peuple ivoirien qui meurt tous les jours! Les chiffres officiels sur le nombre de morts sont faux, il y a eu des centaines de morts depuis début décembre et ces soldats ne font rien! Tous les jours il y a des morts! Dans cette situation, il y a deux priorités: protéger les Ivoiriens (ou leur donner les moyens de se défendre comme ils le demandent) et faire en sorte que leur choix politique soit respecté.

Que faut-il faire pour soutenir le peuple ivoirien aujourd'hui?

Il faut faire connaître la vérité sur ce qu'il se passe, sur les exactions, les tueries, les violations des droits de l'homme et le climat de terreur aujourd'hui en Côte d'Ivoire. Gbagbo ne quittera pas le pouvoir comme ça, il faut une pression. On pense aujourd'hui mettre en place une sorte de commission d'observation qui permettrait de mettre en lumière les exactions et les violations des droits de l'homme.

Aujourd'hui, Gbagbo subit une pression financière qui va le mettre en difficulté pour payer ses milices, notamment. Dans deux mois, il ne pourra plus payer les militaires mais qu'est-ce que cela va donner? D'autant que lorsque la Banque centrale des États d'Afrique de l'ouest (BCEAO) ou le FMI suspendent les flux financiers vers la Côte d'Ivoire, là encore c'est le peuple qui subit...

Aujourd'hui quand tu appelles là-bas, tout le monde veut fuir et venir en France! Il faut dénoncer ces crimes et soutenir le peuple ivoirien, cela n'implique pas de soutenir le programme politique de Ouattara mais de soutenir les droits démocratiques des Ivoiriens et de respecter leur choix.

Je le dis comme je le pense, je ne suis pas sûr que Ouattara changera fondamentalement la vie du peuple ivoirien. Et en même temps, puisque lui a mis en avant dans son programme le droit à l'éducation et à la santé, je peux comprendre que les Ivoiriens aient voté pour lui. On peut se douter qu'il y a un risque qu'il brade tout à l'impérialisme, et pas uniquement français: aux Américains et aux Chinois aussi mais, s'il y a une possibilité que les Ivoiriens puissent se soigner gratuitement, avoir accès à l'éducation et surtout, voient leur choix respecté, cela donnera plus de forces pour se mobiliser contre l'impérialisme et les dérives des dirigeants africains.

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin et Sarah Benichou le 7 janvier 2011

1. Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire.



<http://resistance.planete.free.fr>

Un véritable site de ressources pour tous ceux et toutes celles qui désirent s'informer sur ce qu'il se passe aux quatre coins de la planète. Une multitude de liens vers des sites d'informations alternatifs sont classés. Vous avez aussi accès à des documentaires, de nombreux clips et un lexique. Un site riche d'informations, clair et utile...

www.autogestion.coop

Ce site dédié aux pratiques autogérées recueille les expériences sur le terrain et retrace les réflexions que celles-ci suscitent. Actualités, idées, débats, références, outils pratiques... Visitez ce site et vous disposerez enfin de tous les éléments pour vous lancer dans ce type d'expérience d'autogestion.

L'essai

SOCIALISME & RÉVOLUTION FRANÇAISE

Jean Jaurès et Karl Kautsky

Démopolis 2010

250 pages

21 euros



Il existe une bonne quinzaine de titres qui ont eu pour objectif de faire une présentation générale de la Révolution française, qu'il s'agisse de minces brochures ou de livres plus conséquents. Comme pour les illustrer, Jean-Numa Ducange et les éditions Démopolis ont eu la bonne idée de rééditer un des plus anciens de ces textes de formation, celui qu'écrivit en 1889, un des meilleurs marxistes de son époque, l'autrichien Karl Kaustky.

Son petit livre, *La lutte de classe en France pendant la Révolution*, composé de courts articles, eut une diffusion importante dans les pays de langue allemande pendant des décennies, fut traduit dans de nombreuses langues et a eu une influence considérable. Pourtant, ce livre entraîna une réplique de Jean Jaurès, qui lisait couramment l'allemand. Cette réponse prit la forme d'un gros livre, *L'Histoire socialiste de la Révolution française*, dont la parution commença en 1901 en feuilleton dans *l'Humanité*. Kaustky et Jaurès, sans jamais polémiquer directement, étaient donc en net désaccord sur le sens de la Révolution française. Pour faire comprendre ces débats, Jean-Numa Ducange a sélectionné une série de courts textes de Jaurès qui font pendant à ce qu'écrivit Kaustky.

Le livre que préface Michel Vovelle rend donc compte d'un débat qui eut lieu avant la guerre de 1914 mais, ce qu'il y a de curieux dans cette affaire, c'est que nous sommes encore prisonniers de ce débat du siècle dernier. En effet, de nos jours, on retrouve chez les militants formés par les partis et syndicats de gauche au moins deux visions de la Révolution française et ce sont pour beaucoup celles formulées jadis par Kaustky et Jaurès : soit une révolution radicale, passionnante à étudier mais purement bourgeoise, dépassée, soit une révolution qui préfigure toutes les révolutions à venir et qui peut donc être arborée comme symbole par tous les partisans du progrès.

Serge Aberdam

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



BD

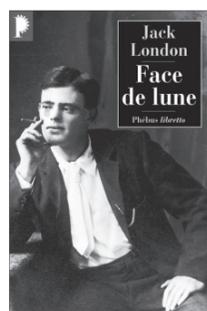
CŒUR DE GLACE

Marie Pompey, Patrick Pion

Dargaud / 14,50 euros

Dans la lignée poétique et cruelle de *Jolies ténèbres*, la scénariste Marie Pompey crée un nouveau conte, inspiré de la *Reine des glaces* d'Andersen. Le résultat est glaçant : une petite fille, Gerda, se lance à la recherche de son ami d'enfance, Kay, prisonnier de la reine des glaces. Enlevée par une petite ogresse qui veut en faire sa compagne de jeu avant de la manger, elle raconte toute son histoire. Au cours de son périple, elle a dû ainsi affronter toutes sortes de faux-semblants : grand-mère accueillante qui plante les enfants dans des pots pour les transformer en végétaux, château qui se révèle être un lieu de torture pour les enfants... Un conte superbe dans lequel l'horreur se dissimule derrière la beauté et la gentillesse.

Sylvain Pattieu



LIVRES

FACE DE LUNE

Jack London

Libretto Phébus / 11 euros

Chaque réédition d'un ouvrage de Jack London réserve son lot de surprises et de (re)découvertes. Avec cette nouvelle parution, le lecteur est plongé dans une ambiance plus sombre, flirtant avec le fantastique (*Planchette*), le roman et l'humour noirs (*Face de Lune*, *L'histoire de l'homme-léopard*), voire la science-fiction (*L'ombre et l'éclair*). Chaque nouvelle est en fait une histoire de vengeance et de meurtre, mais qui met au jour les motivations les plus obscures de l'âme humaine. Surtout, London ne cherche pas à expliquer l'ensemble des actions de ses personnages. Ainsi, le lecteur ne saura pas pour quelles raisons le jeune héros de *Planchette* refuse d'épouser sa compagne. Ni pourquoi il déchaîne une vendetta dont il ne parvient pas à trouver l'origine et qui pourrait bien mal finir. Et par cet aspect, ce refus de l'omniscience, London démontre sa grande modernité !

Henri Clément



MUSIQUES

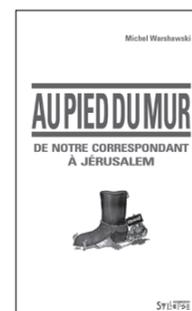
LEVA-ME AOS FADO

Ana Moura

World Village/Harmonia Mundi

Le fado, c'est tout simplement le blues du Portugal. Une sensibilité musicale à la fois unique et propre à la culture populaire du pays, plus particulièrement de Lisbonne, et qui parvient malgré tout à toucher à l'universel. Élégiacque et mélancolique, il chante tous les visages des drames personnels : amour impossible, déchéance, nostalgie, etc. Ce style affiche toujours une étonnante vitalité et popularité, ce dont témoigne le nouvel album de la toute jeune Ana Moura, déjà dotée d'une solide réputation, dont les interprétations extraordinairement contemporaines ont su séduire les Rolling Stones et Prince. Peut-être saura-t-elle, à l'instar de Raphaël Saadiq avec la soul, redonner une modernité accomplie à ce patrimoine lusophone, éclipsé malheureusement sur le plan international par la samba ou les musiques du Cap-Vert.

King Martov



LIVRES

AU PIED DU MUR – De notre correspondant à Jérusalem

Michel Warschawski

Éditions Syllepse / 9 euros

Les 67 chroniques de Warschawski dans *Siné Hebdo* (de septembre 2008 à avril 2010) ont été réunies, à l'initiative de l'Union juive pour la paix (UJFP). Ces billets nous font comprendre de l'intérieur la société israélienne, l'importance de la relation avec les États-Unis, les doutes et les espoirs des anticolonialistes israéliens. Les chroniques sont heureusement complétées par une chronologie et surtout une postface où il actualise son propos. Faisant référence aux actions « coup de poing », comme les « flottilles de la paix », et à la campagne BDS à l'appel de la société civile palestinienne, il explique que « l'action citoyenne peut, dans un contexte approprié, être d'une plus grande efficacité que celle qu'on lui attribue le plus souvent ».

Roger Devaneuse

EXPO MONDRIAN/DE STIJL

La critique de la critique

Le centre Pompidou présente jusqu'au 21 mars la plus grande rétrospective Mondrian jamais organisée en France, doublée d'une autre exposition d'égal intérêt consacrée à De Stijl, la revue et le groupe d'artistes qui firent connaître le peintre et son « néo-plasticisme ».

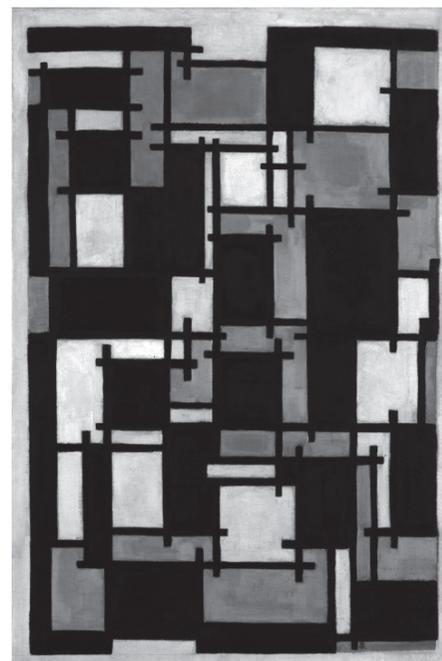
Né aux Pays-Bas en 1872 et mort à New York en 1944, Piet Mondrian a longuement séjourné à Paris. De 1912 à 1914, alors qu'il n'avait pas encore de style bien défini, il s'y mesura à ce qu'on commençait à nommer la peinture cubiste. La Grande Guerre le retint aux Pays-Bas, nation neutre, où il élaborait sa doctrine du « néo-plasticisme ». Mais c'est seulement après son retour en France en 1919 qu'il mit au point sa dernière manière, aujourd'hui connue d'un large public, de lignes orthogonales délimitant des rectangles ou des carrés de couleurs primaires. Il n'y ajouta que d'infimes variations quand l'approche de la Deuxième Guerre mondiale le fit se réfugier en Grande-Bretagne puis aux États-Unis. Réunissant une quarantaine de toiles pour la plupart venues de l'étranger, l'exposition du centre Pompidou (jusqu'au 21 mars) et son catalogue remarquablement documenté se concentrent sur ce deuxième séjour parisien, évidemment capital dans l'évolution de son œuvre. Même dans les années 1930, le peintre sexagénaire, méconnu du public français, vécut dans une gêne extrême, jusqu'à s'inscrire à une caisse de secours des artistes au chômage. Il jouissait d'un renom plus large à l'étranger grâce au groupe d'artistes et d'architectes, principalement néerlandais, réunis à partir de 1916 autour de Theo Van Doesburg, fondateur de la revue *De Stijl* qui publia les grands écrits théoriques de Mondrian, très influencés par l'anthroposophie et la croyance en une « Sagesse universelle première ». Telles

n'étaient pas les positions de la plupart des collaborateurs de *De Stijl*, dont les plus actifs et les plus proches des idées révolutionnaires, à commencer par Van Doesburg, rejoignirent le mouvement Dada, et pour certains ensuite le mouvement surréaliste. Il revint pourtant à Van Doesburg et à ses amis de faire connaître les idées de Mondrian au-delà des Pays-Bas, notamment à l'école du Bauhaus, avant de diffuser des reproductions des premières toiles définissant sa manière définitive. Si Mondrian présentait son « néo-plasticisme » comme une critique radicale de toute la peinture antérieure, cubisme inclus, ses amis se mirent à leur tour à critiquer de plus en plus fermement sa critique, soit dans leurs écrits soit dans leurs œuvres plastiques. Van Doesburg alla jusqu'à peindre des « contre-compositions » à rebours de celles de Mondrian, utilisant par exemple la diagonale formellement interdite par le dogme néo-plastique. Ce sont ces années de tension et d'opposition croissantes, marquées par des créations pleines d'invention et de provocation, qu'explore la deuxième exposition du centre Pompidou, accompagnée elle aussi d'un catalogue d'autant plus utile que l'existence de *De Stijl*, son importance et son influence restent peu connues du public français. On se plaît à imaginer les prolongements de tous ordres, picturaux, architecturaux, etc., que ce mouvement contestataire aurait pu donner à ses

critiques sans sa dispersion progressive sous l'effet des crises secouant l'Europe de l'entre-deux-guerres, et la mort prématurée en 1932 de Van Doesburg, alors engagé dans une collaboration de plus en plus étroite avec Sophie Taeuber et Hans Arp, ces deux autres génies révolutionnaires de l'art moderne.

Gilles Bounoure

Theo Van Doesburg, *Contre-composition*, 1929-1930



ANALYSE

Marxisme et réformisme

Frédéric Gudéa analyse les mensonges du PS vis-à-vis des classes populaires en se basant sur le texte *Marxisme et réformisme* de Lénine.

Ce texte de Lénine¹ est une bonne introduction à l'analyse du programme du PS: «Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour des améliorations dans la situation des opprimés qui laissent, comme par le passé, le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité des classes opprimées. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des travailleurs, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capitalisme. La bourgeoisie donne les réformes d'une main et les reprend toujours de l'autre; elle les réduit à néant ou les utilise pour assujettir les travailleurs, pour les scinder en différents groupes afin de perpétuer l'esclavage salarié. C'est pourquoi le réformisme, même lorsqu'il est absolument sincère, devient en fait pour la bourgeoisie un instrument de corruption et d'affaiblissement des travailleurs. L'expérience montre qu'en faisant confiance aux réformistes les travailleurs ont toujours été dupes. Au contraire, si les travailleurs assimilent les découvertes de Marx, c'est-à-dire s'ils prennent conscience du fait que l'esclavage salarié est inévitable aussi longtemps que dure la domination du capitalisme, ils ne se laisseront tromper par aucune réforme bourgeoise. Comprenez que, si le capitalisme est maintenu, les réformes ne peuvent être ni durables ni sérieuses, les opprimés luttent pour les améliorations qu'ils utilisent pour poursuivre une lutte plus déterminée contre l'esclavage salarié. Les réformistes s'efforcent de diviser et de tromper les travailleurs au moyen d'aumônes, de les détourner de la lutte des classes. Les opprimés qui ont compris l'impasse du réformisme utilisent les réformes pour développer et étendre leurs luttes de classe. Plus l'influence des réformistes est forte, et



plus les opprimés sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Les réformistes existent dans tous les pays, car partout, la bourgeoisie cherche à influencer les travailleurs d'une façon ou d'une autre, à en faire des esclaves satisfaits qui renoncent à l'idée de supprimer l'esclavage. Les marxistes ne laissent passer aucune possibilité de réformes et d'utilisation des réformes; ils les soutiennent et s'appliquent à développer tout dépassement des limites du réformisme, qu'il s'agisse de propagande, d'agitation, ou d'action économique, sociale et politique de

masse. En Europe, le réformisme, c'est en pratique le rejet du marxisme et son remplacement par une «politique sociale» bourgeoise.»

LES MENSONGES DU PS

Selon le PS: «L'entreprise est le lieu principal de création de richesses et un bien social dont toutes les parties prenantes ont chacune leur mot à dire sur les grandes orientations». D'une phrase, on supprime l'antagonisme des intérêts des salariés et des actionnaires, c'est-à-dire des travailleurs et des capitalistes dans la recherche incessante du profit maximum. Chacun sait pourtant que les entreprises ne vivent qu'aussi longtemps qu'elles produisent pour

leurs actionnaires un rendement de 15% des capitaux investis sinon ils les restructurent, les délocalisent, les vendent ou les ferment. Le PS connaît et dénonce les coupables: «L'emprise croissante de la finance soumet notre économie à la voracité d'une minorité et à la tyrannie du court terme.» Le capitalisme et son horreur économique deviennent un conte à dormir debout où il était une fois... une méchante finance assez puissante pour imposer son affreuse dictature. L'argent, les banquiers et les traders sont les boucs émissaires évidents de la crise du capitalisme.

Depuis Marx, nous savons pourtant que l'accroissement sans limite de la plus-value pour produire le profit maximum est la source de la production des richesses, de l'épuisement des ressources naturelles et des crises récurrentes du capitalisme². L'analyse du capitalisme contemporain par le PS est un tissu de mensonges et de contre-vérités qui justifie des politiques désastreuses pour les travailleurs et les classes populaires comme par exemple le vote des députés PS pour le scandaleux plan grec réclamé par son Premier ministre Papanréou, président de l'Internationale socialiste et financé par l'Union européenne et le FMI présidé par Dominique Strauss-Kahn.

Face à la violence des contre-réformes libérales de Sarkozy et Fillon, le réformisme du PS est une impasse politique dangereuse pour les travailleurs et les classes populaires. La critique marxiste du libéralisme et du réformisme défend résolument les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Avec Lénine, le marxisme permet de poser aujourd'hui à nouveau la question de la rupture avec le capitalisme.

Frédéric Gudéa³

1. *Marxisme et réformisme*, Lénine 1913. Œuvres tome 19
2. Lire *Qu'est ce que le capitalisme / Volume 1 : les mystères de la plus-value*, Karl Marx, préface de Gérard Mordillat. Demopolis 2010 et *Les crises du capitalisme*, Karl Marx, préface de Daniel Bensaid. Demopolis 2009.
3. <http://gudea.revulublog.com>

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Lettre à Gilles Bounoure à propos d'Arman et de «l'esthétique de la classe dominante»

Tu es bien sévère dans ton article sur Arman (*Tout est à nous!* n°77), lequel est un des rares artistes français reconnus dans le monde, que tu le veuilles ou non. Si tout artiste a pour recette «d'exciter le snobisme et le réflexe d'achat des élites», pourquoi le reprocher au seul Arman? Celui-ci n'a d'ailleurs jamais fait «d'élevage d'asticots», comme tu le suggères dans un amalgame douteux, pour ne pas dire malhonnête. Et pourquoi reprendre cette antienne entendue à propos de Picasso, Miro ou Keith Haring, «mon fils de six ans en ferait autant» lorsque tu accuses Arman de «vendre des ordures en conserve»? Que je sache, Arman avait cessé depuis longtemps de multiplier les «poubelles» pour créer beaucoup d'autres choses plutôt originales, à mes yeux bien sûr, au fil des années, ce que tu reconnais en fait dans ta «critique» en faisant état de ses «colères», «coupes» et «brûlages». Ton acharnement systématique est quand même mystérieux: trop, c'est trop. Ta naïveté aussi: Arman serait le seul coupable à avoir fait de la pub, pour Renault par exemple? Et Michel-Ange, Jean Dubuffet ou Andy Warhol, pour n'en citer que trois, tous des «vendus»? Ta mauvaise foi enfin: l'accumulation de voitures à Jouy-en-Josas est bien planquée au milieu des arbres, et dans un parc privé, je te fais remarquer. Et tes formules ampoulées, excuse-moi de te le reprocher, ésotériques, à dire vrai incompréhensibles, «le développement d'un art de soumission à la classe dominante emballé dans les oripeaux d'une esthétique de combat» me font sourire, on est à la fois chez BHL et Frédéric Beigbeder, c'est bien toi le snob élitiste et même, au risque d'être

outrancier comme toi, «répugnant». Arman était riche et dans le «système», c'est vrai. Il était aussi simple, généreux, curieux, il faisait travailler beaucoup de monde, mais il était seul responsable de sa création et il est resté simple jusqu'à son dernier jour. Plus encore: modeste, ne t'en déplaise.

Bernard Pradinaud

Réponse de Gilles Bounoure

Merci de ta protestation. Elle n'est pas la première, mais la seule réellement courtoise et argumentée qui m'ait été transmise en ce sens. Je n'ignore pas qu'Erro, Arroyo ou Télémaque, parmi des artistes récents ou actuels dont *Tout est à nous!* a parlé positivement, ont vécu ou vivent de commandes institutionnelles ou venues de la jet-set: comme dit l'un d'eux, «mon métier est aussi de vendre.» Ce que je pointe chez Arman, c'est une fausse révolte, attitude reprise de son mentor Yves Klein, qui était d'obédience fasciste comme tu le sais sans doute (et de qui Arman tenait son goût pour les arts martiaux). Je sais aussi les aspects sympathiques de la personnalité d'Arman, généreux en effet, flambeur même. Cela ne l'empêchait pas de mimer la colère, de singer Duchamp, et de livrer à sa clientèle quelque chose de tout à fait inoffensif, sous quelque angle qu'on le considère – tendance prolongée par bien d'autres. Voilà ce qui reste de lui, à mon avis (partagé par quelques autres, dont Erro, Arroyo, Télémaque...), et certains lecteurs ont jugé, au contraire de toi, qu'il était utile de dégonfler cette baudruche dans *Tout est à nous!*

Très modestement,

G. B.

Congrès NPA. A. C. (Web): Je lis régulièrement la page réservée aux débats concernant la préparation du congrès du NPA. Il serait souhaitable afin que chaque lecteur soit à même de comprendre les arguments de chacun et puisse se faire une opinion, que les documents rédigés par chacune des positions soient publiés in extenso dans *Tout est à nous!* Le lecteur a l'impression d'assister à un débat commencé ailleurs et dont par conséquent il ne peut être partie prenante.

(Les textes sont disponibles sur le site du NPA: www.npa2009.org)

Tunisie laïque. V. I. (Bouches-du-Rhône): Pour en revenir à une correspondance antérieure, peut-on signaler que le premier pays arabe où cela a foncièrement bougé est la Tunisie, où la population, grâce, non pas à Ben Ali mais bien aux dizaines d'années du régime de Bourguiba, était instruite dans l'esprit de la laïcité, de la division État/religion, du respect de la libre pensée... Personnellement j'y ai vécu de ce temps-là, comme représentant de l'organisation de voyages du Deutscher Gewerkschaftsbund (syndicat allemand) et déjà sous Bourguiba, on pouvait apprécier l'énorme distance que les responsables politiques imposaient entre le culte et les institutions, d'ailleurs épaulés souvent par des cadres issus ou formés dans la Yougoslavie titiste et athée ou même (les pilotes), en URSS, athée.

Pôle Emploi. F. S. (Web): Une précision à propos de l'article paru dans *Tout est à nous!* n° 85, «Les précaires de Pôle Emploi se rebiffent». Je ne connais pas Lucas, je ne sais pas s'il est syndiqué et où, mais il me semble que si on veut parler du

rôle des syndicats de Pôle Emploi dans cette bagarre, il faut être exhaustif.

J'ai apprécié qu'il parle de notre lutte en Bretagne (d'autant plus que j'ai envoyé un article sur le sujet qui n'a pas été publié dans le journal) mais si on ne parle que du SNU et de SUD pour l'Île-de-France, pour être équitable, il faut dire qu'en Bretagne, c'est la CGT qui porte à elle seule (un peu FO à Loudéac) la lutte très concrète contre la précarité: le CDI obtenu à Concarneau pour Lydie qui était précaire depuis douze ans (grâce en particulier à la présence dans cette agence d'un camarade du NPA syndiqué à la CGT); depuis trois mois à Loudéac (c'est là-dessus que portait mon article) la présence quotidienne d'un camarade de la CGT (et de quelques militants FO) avec Martine dont le contrat s'est achevé fin octobre, à 57 ans et après presque huit ans de CDD mais qui revient tous les jours au travail.

Plusieurs actions (occupation de la maison de l'emploi, envahissement de séminaires de l'encadrement, «séquestration» du directeur départemental de Pôle Emploi...) toutes ces actions ont été organisées et portées presque exclusivement par la CGT avec la participation du MCPL (mouvement des chômeurs et précaires) de Rennes et du Réseau des luttes de Brest en marche contre l'injustice sociale, deux organisations avec lesquelles la CGT Pôle Emploi Bretagne est en contact régulier depuis la «grève des chômeurs» et l'occupation des Pôle Emploi de Carhaix et de Dinan.

Merci de porter ces informations à la connaissance des lecteurs du journal pour être tout à fait équitable.

Préfecture réquisitionnée

Le Réseau d'actions Ariège libérés (Raal) a pour but de lutter contre tous les aspects néfastes et dangereux de la Loppsi 2. Il vient de se mettre en place et a commencé très fort en réquisitionnant la préfecture de l'Ariège, à Foix, le 19 janvier.

Des militantEs ont pénétré dès 15 heures dans les bâtiments où ils ont expliqué leur action symbolique auprès des personnels en distribuant des tracts et en plaçant sur portes et fenêtres des affichettes annonçant qu'« à la suite du vote de la loi Loppsi 2, ce local est désormais lieu d'hébergement pour les victimes d'expulsion ». En même temps, depuis l'extérieur, d'autres personnes cadenassaient les grilles, accrochaient des banderoles « Non à Loppsi 2 », « Locaux réquisitionnés », « L'État expulse, nous reléguons ». À l'aide d'échelles, cinq responsables du Raal s'installaient sur des terrasses de la préfecture et expliquaient l'action aux personnes rassemblées devant le bâtiment officiel. La police n'a pu intervenir qu'une heure après... une action symbolique de résistance qui sera suivie d'autres pour retrouver le vrai sens de « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Fête du NPA à Louviers

Le 22 janvier, le NPA de l'Eure a tenu sa fête annuelle à Louviers. 120 personnes sont venues assister et débattre à la table ronde « Santé, protection sociale et industrie du médicament ». Celle-ci était animée par Philippe Pignarre, auteur, entre autres, du *Grand Secret de l'industrie pharmaceutique*, Jean-Claude Laumonier de la commission santé du NPA, Guy Trolley, secrétaire de la CGT Sanofi-Pasteur à Val-de-Reuil et François Alcaraz, médecin à Louviers, du NPA.

Les interventions croisées des uns et des autres ont permis de dresser un état des lieux sans concession de la cupidité des groupes pharmaceutiques et de la finance dans le domaine de la santé. Il a été dénoncé la volonté du gouvernement de démanteler notre régime collectif de protection sociale et de favoriser les privatisations. La nécessité d'exproprier les groupes opérant dans les secteurs pharmaceutique et hospitalier s'est imposée dans la discussion, de même que leur réunification dans un vaste service public sous le contrôle des travailleurs et des usagers. Il est à noter qu'au cours du riche débat qui a suivi, plusieurs témoignages d'utilisateurs du Mediator ont secoué l'assistance.

Enfin notre camarade Philippe Thouement, conseiller municipal NPA à Louviers, a conclu sur un tour d'horizon de la situation actuelle, en insistant sur la nécessité de retrouver le chemin de la rue sans attendre 2012 et en marquant notre soutien aux peuples de Tunisie et du Maghreb.

Après l'apéritif offert par le NPA, un repas partagé a rassemblé près de 80 personnes. La soirée s'est terminée par des chansons populaires et de lutte accompagnées par nos militants musiciens.

Vazgen libéré!

Le petit Vazgen et son père David ont été libérés du centre de rétention et sont revenus à Langeac (voir *Tout est à nous!* n° 86). La mobilisation a commencé à payer! Elle se poursuivra jusqu'à ce que la compagne de David soit également libérée et qu'ils obtiennent des papiers. Il faut continuer d'inonder le préfet de Haute-Loire de messages en ce sens.

Ford Blanquefort: nouvelle étape

Ford a racheté son ex-usine de Blanquefort (Gironde) au 1^{er} janvier 2011, contraint par l'échec avéré et lamentable du repreneur et sous la pression d'une mobilisation déterminée à annuler la fermeture du site (voir *Tout est à nous!* n° 71).

Ce retour est une première étape incontournable pour pousser le groupe à augmenter l'activité de l'usine. Les salariés comptent maintenir une grosse pression sur Ford et sur les pouvoirs publics qui ont un rôle à jouer. Ford a fait plus de 6 milliards de bénéfices en 2010 (une année record), ses ventes sont à la hausse et les perspectives pour 2011 sont à la croissance. Les déclarations récentes des dirigeants ont d'ailleurs surpris avec plus de 7000 embauches annoncées aux États-Unis pour les deux années qui viennent. Des modèles vont être lancés, ce qui signifie que de nouvelles productions vont démarrer.

Dans ce contexte, il est évident que l'avenir de l'usine et des emplois à Blanquefort devient plus crédible. Il faut que Ford propose un projet industriel important dans les mois qui viennent. Il n'y a aucune raison d'être résigné à une quelconque fermeture. Au contraire, il est important de reprendre confiance dans notre force collective.

Il faut aussi prendre conscience qu'un véritable rapport de forces favorable aux salariés ne peut venir que d'une mobilisation large et offensive pour la défense des emplois, dans le privé comme dans le public.

LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Privatisation des crèches à Gentilly

Le désengagement des pouvoirs publics en matière d'accueil de la petite enfance au profit du secteur privé, nouvelle source de profit pour les « investisseurs », n'est pas l'exclusivité du gouvernement. Il est relayé par les élus du PCF. Malgré ce qu'il avait promis à la population, le conseil général du Val-de-Marne, dirigé par le PCF, renonce au financement des crèches municipales et à la reconstruction et l'agrandissement d'une crèche départementale à Gentilly, à l'occasion d'une opération de renouvellement urbain. Qu'à cela ne tienne, si le service public est défaillant, les élus du PCF ont la solution: le partenariat public/privé, dont la maire PCF de Gentilly vante le mérite. À l'exception des éluEs du NPA, toutes les familles politiques du conseil municipal ont voté le financement d'une crèche privée. On peut même lire les félicitations du groupe municipal de droite au maire PCF de la commune! Finie la collectivité territoriale comme outil de résistance au capitalisme, sur bien d'autres dossiers, la dérive en bon gestionnaire du système par les élus du PCF est remarquable.

À Gentilly le renoncement à la gestion privée de l'eau, toujours acceptée par les maires PCF depuis 1962, coïncide étrangement avec l'arrivée des deux élus de la LCR et d'un élu des Alternatifs en 2008... De la théorie du dépassement du capitalisme cher à la direction du PCF, les élus locaux de ce parti franchissent le pas en participant directement à la gestion libérale, via ce fumeux concept de partenariat public/privé. Pour ne surtout pas effrayer la population, la crèche privée devient dans la propagande municipale une « crèche inter-entreprise », la tribune du PCF dans le bulletin municipal s'intitule « défense du service public de la petite enfance »! D'un côté un discours de tribune 100% de gauche, de l'autre une gestion concrète qui s'apparente plus à la social-démocratie libérale. Enfin, pour rester sur le terrain du



pragmatisme: le financement de cette crèche privée ne répondra qu'à 15% des demandes non satisfaites. Quoi qu'ils en disent, le secteur marchand, source de bénéfices, ne peut être la solution aux besoins sociaux de la population.

Agnès Michel et Marc Prunier
Conseillers municipaux du NPA



Les 8 et 9 janvier, plus d'une centaine de militantEs venus de toute la France ont assisté au week-end de formation de la campagne BDS France (Boycott, désinvestissement, sanctions). Ces deux jours ont été l'occasion d'échanger sur les différentes expériences locales. De Lille à Bordeaux, de Marseille à Strasbourg, chaque comité a pu raconter comment pouvait se décliner la campagne BDS.

Samia Botmeh du BNC¹ palestinien a introduit le week-end en rappelant l'importance du mouvement international BDS dans le soutien à la lutte du peuple palestinien. Elle a insisté sur deux axes majeurs: participer à l'isolement économique d'Israël et attaquer son image de soi-disant unique démocratie du Moyen-Orient.

Divers ateliers ont ensuite permis d'approfondir et de développer les enjeux de la campagne autour du droit, de médias, des actions, de la communication, toujours dans un souci de faire de BDS une campagne de masse.

À l'issue de ces deux journées, deux axes de travail ont été retenus pour 2011, à la demande du BNC palestinien:

- centrer nos forces sur la campagne contre Agrexco-Carmel, société israélienne qui importe des produits des colonies et souhaite venir s'implanter à Sète avec l'appui des pouvoirs locaux. La campagne BDS France et la « Coalition contre Agrexco » veulent obtenir le retrait de ces marchandises illégales, fruits d'un crime de guerre, des rayons de nos chaînes de distribution et interdire l'installation d'Agrexco-Carmel dans le port de Sète;

- développer le boycott des institutions universitaires et culturelles, boycott qui vise, rappelons-le, les institutions et non les individus. Aujourd'hui Israël se sert de la recherche et de la culture pour redorer son image alors que son gouvernement continue de maintenir une population sous blocus, d'opprimer quotidiennement tout un peuple.

La première victoire de l'année 2011 va d'ailleurs dans ce sens puisque Vanessa Paradis a annulé son concert à Tel-Aviv, prévu pour le 11 février, à la suite d'un courrier de la campagne BDS France. La lettre lui rappelait la situation politique et l'apartheid subi par le peuple palestinien. Cette victoire est aussi la preuve que des

modes d'action diversifiés et davantage d'informations portent leurs fruits.

Alors qu'Israël continue d'occuper, coloniser, construire le mur de la honte, pratiquer l'apartheid envers les Arabes israéliens, alors que des milliers de Gazaouis sont maintenus sous un blocus inhumain, alors que des millions de Palestiniens réfugiés attendent toujours pour rentrer chez eux, il faut espérer qu'en 2011 les initiatives internationales et populaires mettent fin à l'impunité israélienne. C'est aussi le sens de la campagne « Un bateau pour Gaza » qui tentera, au printemps, de briser le blocus de Gaza et d'attirer à nouveau l'attention sur la Palestine.

Le prochain procès de militants BDS aura lieu à Mulhouse le 10 février. La campagne BDS France appelle à une mobilisation et à un soutien massif.

En 2011, BDS reste notre réponse à l'apartheid, à la colonisation et à l'occupation israélienne. Bonne année de boycott!

Hélène et Linda, coordinatrices de la campagne BDS France

www.bdsfrance.org

1. Boycott-Divestment-Sanctions Campaign National Committee

BDS: on ne lâche rien!

Manifeste des médecins désobéisseurs

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 18 janvier, le Dr Poupardin¹ a présenté un manifeste de médecins solidaires². Ces médecins, pour qui la santé de leurs patients passe avant tout, s'opposent à l'accroissement des mesures qui tendent à restreindre l'accès aux soins remboursés et à privatiser la Sécurité sociale.

Comme l'explique le Dr Didier Ménard, secrétaire-adjoint du Syndicat de la médecine générale, les médecins peuvent se répartir en quatre catégories: les empoisonneurs qui appliquent aveuglément la politique du gouvernement, les résignés, les indignés passifs et les indignés actifs qui par des actes individuels de désobéissance tiennent à assurer les soins de leurs patients quelle que soit leur situation sociale et financière. C'est à ces derniers que s'adresse le manifeste afin que ces actes individuels se transforment en une

action collective de résistance. Jacqueline Fraysse, députée et médecin, et Pierre Gosnat, député PCF de la circonscription où exerce Didier Poupardin, ont fait part de leur expérience d'élus locaux. Les familles modestes, dont un grand nombre de femmes seules avec enfants, ont de plus en plus de difficultés à se faire soigner. La fermeture des centres de santé, les dépassements d'honoraires systématiques dans certaines spécialités et le coût des médicaments les amènent à renoncer aux soins.

À travers ce manifeste, ces médecins exigent un accès égal pour tous à des soins de qualité, respectueux de la personne humaine, qui ne peut être découpée en « pathologies », traitée comme une marchandise, ou être l'objet de profits. Ils décident de résister aux mesures qui pleuvent et mettent en péril l'accessibilité aux soins. Ils refusent de se soumettre

aux pressions des directions de la CNAM et des CPAM qui exigent de participer à la « responsabilisation » des personnes malades, c'est-à-dire de prescrire de telle sorte qu'elles soient toujours moins remboursées.

Le manifeste des médecins solidaires a reçu le soutien du Syndicat de la médecine générale, de SUD Santé-sociaux et des partis PCF, PG, LO et NPA.

Correspondant

1. Poursuivi par la caisse d'assurance maladie du Val-de-Marne pour son refus d'utiliser les ordonnances bizonnes, faisant bénéficier ses patients en longue maladie d'un remboursement à 100% de l'ensemble de leurs prescriptions (voir *Tout est à nous!* n° 73)

2. www.petitions24.net/manifeste_des_medecins_solidaires



Pro-vie en marche. Dimanche 23 janvier se tenait à Paris la 7^e « Grande marche nationale pour le respect de la vie ». Initiée par le collectif « En marche pour la Vie », elle rassemblait les antiavortement de France ainsi que des délégations européennes, de nombreux évêques et a reçu le soutien de Benoît XVI et du Parti chrétien démocrate de Christine Boutin. La date n'a pas été choisie au hasard : le 17 janvier dernier, la loi Veil légalisant l'IVG fêtait ses 36 ans, et par ailleurs le débat parlementaire sur la révision de la loi de bioéthique va commencer début février. Au cœur des débats : l'ouverture des techniques de procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de même sexe. Des représentantEs des trois grandes religions monothéistes ont été auditionnéEs, les courants pro-vie exigent « la protection de la vie humaine dès sa conception », et, s'ils consentent à certaines techniques de PMA, entendent les réserver aux couples mariés, et donc hétéros. Ces « marcheurs » ne représentent pas qu'une frange minoritaire et négligeable : ils sont organisés et consultés régulièrement. Ils disposent d'une marge de manœuvre et d'espaces de parole pour distiller leurs velléités réactionnaires, intégristes, sexistes et homo-transphobes. Parce que le « droit à la vie passe nécessairement par l'ouverture du droit à la parenté à celles et ceux qui

en sont privéEs », des militantEs d'Act Up Paris ont déployé une banderole « Des berceaux pour les trans et les homos ». Un contre-rassemblement s'est également tenu à l'appel du collectif féministe Rage de Nuit, lequel a été fortement réprimé (une vingtaine d'arrestations). **20 janvier : un bon début mais il faut une suite !** Le 20 janvier, l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires a porté partout en France 50 initiatives contre la précarité dans la fonction publique. Nous étions 700 à Paris, 400 à Bobigny. C'est peu, mais vu la préparation tardive et la peur compréhensible pour des agents précaires de prendre le risque de sortir de l'ombre, c'est une relative réussite et un bon point d'appui pour la suite. Les cortèges étaient dynamiques, en particulier quand des précaires en lutte y participaient activement (comme à Paris avec le secteur de la recherche). Il y avait aussi la volonté de ne pas s'arrêter à cette journée de mobilisation. De nouvelles négociations sont prévues le 26 janvier, le gouvernement voulant en finir au plus vite. Peut-être craint-il, si les discussions traînent en longueur, que non-titulaires et fonctionnaires convergent contre la précarité et la précarisation du statut de la fonction publique. En effet, les dernières attaques contre les fonctionnaires (non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux), et la proposition d'un député UMP de transformer les fonctionnaires non

régaliens (en dehors de la police, l'armée et la justice) en salariés de droit privé, commencent à faire réagir. Il faut assez rapidement une nouvelle journée d'action pour exiger des titularisations massives et défendre l'emploi statutaire. D'ici là, il faut multiplier les initiatives auprès des employeurs publics (collectivités, hôpitaux, éducation nationale universités...), pour exiger sans attendre l'amélioration des droits des précaires (titularisation, transformation des contrats, renouvellements, salaires...). **Mitterrand boycotte la culture.** Le 19 janvier, Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, a interdit l'accès à l'exposition « Dans l'atelier des menus plaisirs du roi », qui avait pourtant été inaugurée la veille, en prétextant des raisons de « sécurité des biens et des personnes ». Il a ainsi mis sa menace à exécution afin de faire céder les employés des Archives qui occupent le site depuis le 16 septembre pour protester contre la création de la Maison de l'histoire de France sur les lieux (lire *Tout est à nous !* n° 83 et 86). L'occupation est pacifique et n'empêche nullement l'accès aux archives et aux expos, et la sécurité est assurée. Deux autres expos ont d'ailleurs été organisées sans aucun problème durant l'occupation. Le ministère de la Culture n'est donc pas crédible. En réalité, « Les menus plaisirs du roi » est une exposition très attendue qui a demandé deux ans de travail aux employés des

Le chiffre

290 000 euros

C'est le montant total et définitif de la souscription réalisée en 2010.

Même si nous n'avons pas atteint les 400 000 euros souhaités, pour une année où la crise continuait à sévir, où le conflit de cet automne a amputé bon nombre de salaires, c'est une très bonne mobilisation des porte-monnaie anticapitalistes.

50 000 euros de plus que l'an passé, cela prouve que le NPA ne perd pas en sympathie. Rassurez-vous, cet argent sera bien utilisé. Pour commencer l'année, par exemple, en célébrant, encourageant la révolution tunisienne par des tracts et des affiches, des réunions publiques ou en préparant les futures réunions contre les G8 et G20. Encore merci à toutes et tous les donateurs.

Archives et de nombreux investissements. Mitterrand cherche à faire assumer aux désobéissants la responsabilité de son échec. Cette erreur politique risque de lui coûter très cher.

Mobilisation réussie contre la censure sioniste.

Une conférence de soutien à Stéphane Hessel et aux 80 personnes poursuivies pour leur implication dans la campagne BDS était prévue à l'ENS le 18 janvier. La directrice Monique Canto-Sperber a annulé cette conférence sous la pression conjointe des sionistes du Crif et de la ministre Pécresse. Bien mal lui en a pris : 1 500 personnes se sont rassemblées devant le Panthéon pour protester contre cette censure et entendre la conférence en plein air, avec Hessel, des figures de la campagne BDS (L. Shahid, M. Warchawski...), les porte-parole du NPA, des Verts, du PG, de la LDH, ainsi que des professeurs et les représentants SUD, Unef, CGT et NPA de l'ENS. En voulant nous faire taire, nos ennemis nous ont offert l'occasion de leur répondre, sur un terrain politique, par une mobilisation médiatisée, réussie et encourageante. Nommée par Sarkozy, l'indigne directrice de l'ENS méprise autant la parole libre et l'esprit critique que les précaires en grève reconductible. Le combat pour sa démission est à l'ordre du jour !

Grève illimitée à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry.

Les personnels de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont entamé une grève illimitée le 24 janvier. Ils protestent contre la suppression de 300 lits dans cet établissement spécialisé dans la gériatrie. La mobilisation est importante et regroupe toutes les catégories de personnels, médecins compris. Le 19 janvier, une assemblée générale avait rassemblé 260 agents sur les 380 de l'établissement. À suivre... **Partir à la retraite avant**

d'être cassé : c'est pas gagné !

Le ministère du Travail a fait parvenir vendredi 21 janvier aux organisations syndicales le projet de décrets sur la « pénibilité », volet important de la loi sur les retraites votée en novembre dernier. Libéré de la pression de la rue, le gouvernement aggrave les dispositions envisagées au moment du vote. Les décrets précisent les conditions dans lesquelles les salariéEs qui ont eu une carrière pénible pourront continuer de partir à 60 ans. Il faudra justifier d'un taux d'incapacité de travail d'au moins 20%, dont 10% relevant d'un seul et même AT/MP (accident du travail/maladie professionnelle). Ceux qui souffrent d'un taux d'incapacité compris entre 10 et 20% devront prouver devant une commission composée de représentants de l'État et de la Sécurité sociale qu'ils ont été exposés pendant au moins dix-sept ans à l'un des facteurs de pénibilité définis dans les décrets (port de charges lourdes, travail de nuit, exposition à des produits chimiques dangereux...). C'est bien plus de temps qu'il n'en faut pour qu'une personne soit cassée par son travail. Et cela ne suffit pas : une commission pluridisciplinaire sans représentant des salariés sera chargée d'accepter ou de refuser l'entrée dans le dispositif, ce qui laisse toute la place à l'arbitraire. Au total, de telles conditions risquent de réduire encore le nombre de bénéficiaires envisagés lors du vote de la loi, soit 30 000 personnes. Les dockers, en lutte depuis plusieurs semaines pour faire respecter les engagements du gouvernement sur le départ anticipé, montrent la voie : pour ne pas reculer, il faut lutter.

FONCTION PUBLIQUE

Les précaires se mobilisent



Paris, le 20 janvier 2011. Les précaires de la fonction publique ont manifesté de l'université Pierre-et-Marie-Curie jusqu'à la préfecture pour exiger leur titularisation. Voir l'article ci-dessus. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN : 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6 500 exemplaires
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
 François Coustal
Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

